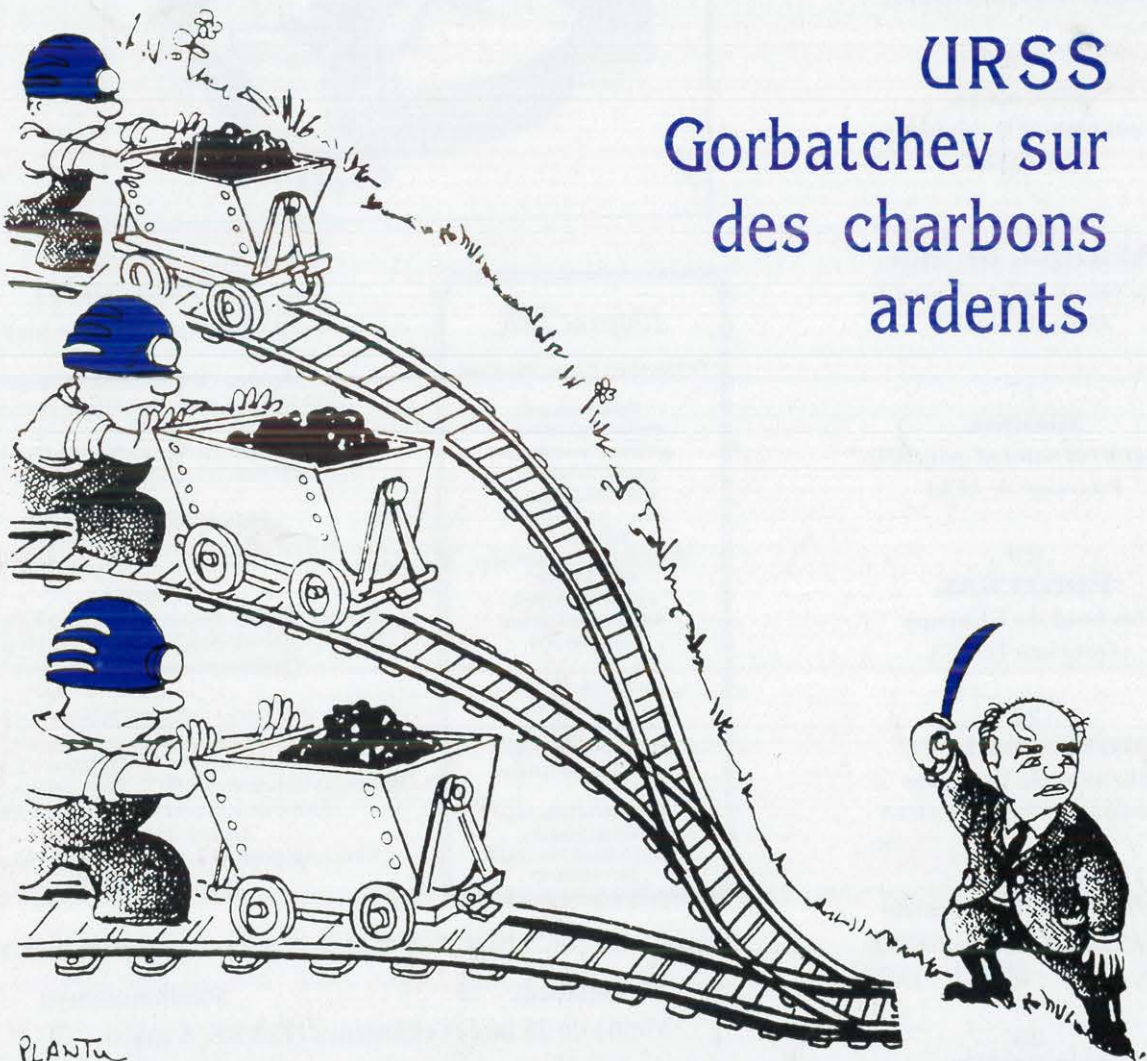


INpreCOR

Numéro 331 du 24 mai au 6 juin 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB



- AFRIQUE DU SUD : Les tourments de l'ANC
- SOMALIE : La plaie ouverte
- BRESIL : Interview de Lula

INpreCOR

**SOMMAIRE DU N° 331
DU 24 MAI AU 6 JUIN 1991**

3

UNION SOVIETIQUE

Le bras de fer des mineurs

Interview d'Alexandre SERGUEEV

8

EUROPE DE L'EST

Des économies à la dérive

Jürgen MITTERMÜLLER

10

SOMALIE

L'interminable déchirure

SAMAALE

13

AFRIQUE DU SUD

« Qu'est ce qui a changé ? »

Mark HARPERT

17

BRESIL

Le "gouvernement parallèle"

Interview de LULA

20

PORTUGAL

Au bout de l'Europe

Francisco LOUÇA

22

MOYEN-ORIENT

Histoire de trahisons

Sukumar MURALIDHARAN

26

Nouvelles du monde

ALGERIE - BRESIL - DETTE

FRANCE - MALI - SUISSE - TUNISIE

28

BELGIQUE

Explosion de colère

Vincent SCHELTENS



ATTENTION NOUVEAUX TARIFS ↓

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France : 230 FF pour six mois. 460 FF pour un an.
Europe : 250 FF pour six mois. 500 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement ☐

Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Le bras de fer des mineurs

Le 10 mai 1991, après un conflit de huit semaines, les mineurs d'Union soviétique ont repris le travail ; les comités de grèves sont cependant restés en place et envisagent de recommencer le mouvement si, d'ici deux mois, leurs revendications ne sont pas satisfaites. Le 16 mai, Gorbatchev a décrété la suspension du droit de grève dans plusieurs secteurs jugés essentiels, les grévistes devenant passibles d'un licenciement immédiat. Cependant, le 20 mai, le syndicat des contrôleurs aériens a appelé à une grève illimitée autour de revendications économiques, déclarant qu'il passerait outre à la volonté de Gorbatchev.

Pour évoquer le conflit des mineurs, *Inprecor* a rencontré Alexandre Sergueev, membre du Conseil de la coordination inter-régionale des comités de grève, et vice-président du bureau exécutif du Syndicat indépendant des mineurs (SIM), fondé par le IIe Congrès des mineurs, qui s'est tenu à Donetsk, en octobre 1990. Il est également membre du comité de grève de la ville de Mezhdouchensk dans le Kouzbass.

INPRECOR : Quelle est la composition sociale de la population de Mezhdouchensk ?

Alexandre SERGUEEV : C'est une ville industrielle de 100 000 habitants ; il y a cinq mines, et une usine qui fabrique des matériaux de construction ; environ 50 000 personnes travaillent dans ces deux industries.

♦ **La mafia commerciale y est-elle aussi influente qu'à Moscou ? Les mineurs ont-ils été capables de changer la situation ?**

Le contrôle de la vente de tous les produits qui manquent s'effectue à travers le comité de grève, les comités syndicaux et le soviet de la ville. Mais malgré ce triple contrôle, c'est toujours la mafia qui domine les échanges — 5 000 personnes travaillent dans le commerce : chacune a au moins deux parents et deux ou trois amis ; tous ces gens ne sont évidemment pas prêts à perdre leur propre accès privilégié aux produits, ce qui complique beaucoup les choses pour nous.

Nous essayons d'améliorer la situation mais, dans les conditions actuelles de pénurie généralisée, il est impossible de supprimer tous les abus.

♦ **Qui participe au soviet de ville ? Les membres des comités de grève y sont-ils majoritaires ?**

Non, seulement 30 % des membres du soviet représentent les ouvriers. Les com-

munistes y sont nettement majoritaires ; c'est en partie dû au fait que la situation est si mauvaise que les gens ne croient pas que le soviet pourra résoudre leurs problèmes. Nos représentants essaient d'y peser, mais la lourdeur des structures rend leur tâche très difficile.

Parmi nos représentants, il y a des ouvriers mais aussi des intellectuels — quand il s'agit d'examiner des questions budgétaires ou de résoudre des problèmes économiques, ce n'est pas simple pour des travailleurs.

♦ **Comment a démarré la grève de ce printemps ?**

En octobre 1990, le IIe Congrès des mineurs a élu une direction et lui a donné trois tâches : organiser localement des syndicats, conclure une convention collective générale dans le secteur du charbon, et organiser des congrès de mineurs.

Nous avons commencé à organiser les syndicats locaux, mais nous avons été confrontés à de nombreux problèmes. Pendant des années, la principale activité des syndicats soviétiques consistait à distribuer divers avantages sociaux et des produits rares sur le marché ; les travailleurs craignent donc qu'en quittant la confédération officielle, ils ne bénéficient plus de remboursements de leurs congés maladie, de cures de santé, etc.

Seuls ceux qui comprennent le rôle des syndicats et pourquoi les gens doivent s'organiser sont prêts à nous rejoindre. Nous comptons maintenant plus de 50 000 membres dans toute l'URSS, c'est

peu, mais il s'agit de gens très engagés pour la plupart.

La direction du SIM a également travaillé sur des revendications et rédigé un projet de convention collective pour le secteur. Nous l'avons présenté au gouvernement le 20 novembre 1990 et reçu une réponse négative, un mois plus tard. En cas de refus, la loi prévoit la formation d'une commission de conciliation. La direction du SIM avait effectué une demande dans ce sens, mais les autorités l'ont ignorée. Nous avons alors envoyé un avertissement à Rijkov, Gorbatchev et Loukianov [président du Soviet suprême d'URSS, ndlr] : « Veuillez nous excuser, mais nous devons vous prévenir que si vous refusez de signer une convention collective, nous envisagerons de lancer une grève générale. »

A ce moment-là le gouvernement a changé : Pavlov a remplacé Rijkov. Nous avons à nouveau envoyé les documents à Gorbatchev, Pavlov et Loukianov. Pas de réponse. Nous étions passés par toutes les étapes exigées par la loi, et ils refusaient toujours de négocier.

Du 11 au 13 février 1991, nous avons convoqué une réunion des représentants de notre syndicat et des membres des comités de grève régionaux.

♦ **Les autorités ont-elles justifié leur refus par le manque de moyens financiers ?**

Aucune raison ne nous a été donnée. Nous avons été complètement ignorés, bien que nous ayons dirigé une puis-



sante grève en 1989. Face à cela, nous avons décidé de préparer une grève pour le printemps, vers fin mars ou mi-avril, et d'organiser des réunions sur cette question dans les mines. L'exécutif du syndicat a été mandaté pour contacter Gorbatchev et le prévenir que, s'il ne respectait pas la convention de l'Organisation internationale du travail (dont l'URSS est signataire), qui établit le droit à des conventions collectives, et s'il violait sa propre loi sur la résolution des conflits du travail, les mines se mettraient en grève.

C'est à ce moment-là que la politique est intervenue. Le soviet suprême ukrainien a voté une résolution transférant les mines à l'Ukraine, en tant que république souveraine. Les mineurs de l'Ukraine ont dit à leurs autorités que puisque qu'elles avaient déclaré la souveraineté de l'Ukraine, c'était normal que les mines passent sous leur juridiction. Mais ils ont ajouté que leur salaire de base n'était que de 300 roubles et, qu'en juillet 1989, on leur avait promis que les salaires seraient indexés sur les prix ; or cela n'avait pas été le cas. Autre promesse non tenue : l'extension des avantages spéciaux en matière de retraites à tous ceux qui travaillent au fond. Les mineurs de l'Ukraine ont dit qu'ils voulaient obtenir satisfaction au moins sur ces deux points.

Les autorités ukrainiennes leur ont répondu positivement ; mais, lors des discussions, elles n'ont accepté que la revendication sur les retraites, refusant celle sur les salaires.

Les médias — et surtout les journaux gouvernementaux, qui voulaient faire croire que les mineurs voulaient le beurre et l'argent du beurre au détriment du reste de la population — ont annoncé que nous demandions des hausses salariales de 200 à 300 %. En fait, nous voulons une indexation, même pas forcément entière ; mais, après tout, les prix viennent au moins doubler.

Les comités de grève en Ukraine ont donc décidé de commencer le mouvement plus tôt que prévu.

Au départ, il devait s'agir d'une grève d'avertissement d'une journée, mais les opinions étaient très partagées selon les mines : certaines voulaient lancer immédiatement une grève illimitée ; d'autres laisser dix jours au gouvernement après un débrayage d'avertissement. Selon les statuts, notre syndicat ne peut pas donner d'ordres aux sections locales ; chacune a le droit de décider par elle-même.

◆ *Quand la grève est-elle devenue politique ?*

On assiste actuellement dans ce pays à une lutte pour le pouvoir, et les différentes autorités n'arrivent pas à décider

comment diviser la propriété. Nous leur avons dit que, soit elles la divisaient par république, soit elles prenaient une décision générale pour toute l'industrie.

Notre syndicat a une structure fédérale. Dans le Kouzbass [en Russie, ndlr], les mineurs ont décidé que la grève devait avoir un caractère politique et ont demandé la démission de Gorbatchev et la dissolution du soviet suprême de l'URSS. Ainsi, durant les deux premières semaines, dans le Donbass et à Vorkuta, la grève a été strictement économique, mais à partir du 15 mars, quand le Kouzbass est entré dans le mouvement, elle est devenue politique.

◆ *Ainsi, les mineurs n'ont pas demandé immédiatement le transfert de la gestion des mines aux différentes républiques ?*

La majorité des travailleurs du Kouzbass le désirent depuis le début. Mais les niveaux de conscience politiques des mineurs sont différents.

◆ *Avez-vous discuté des problèmes que cela pourrait engendrer pour la solidarité entre mineurs des différentes républiques ?*

Cette question n'a pas encore été soulevée, mais je pense que cela sera le cas l'an prochain.

◆ *Votre syndicat est-il organisé par républiques ?*

Pas pour l'instant, mais cela se fera peut-être. Les syndicats officiels sont déjà structurés de cette manière. Ils nous accusent de diviser les syndicats, or ils ont été les premiers à les cartelliser en structures régionales. Cela ne fait pas de grandes différences pour les ouvriers : respirer de la poussière de charbon dans le Donbass ou dans le Kouzbass, c'est pareil !

◆ *Que prévoit votre projet de convention collective à propos des fermetures de puits ?*

Nous proposons une série de mesures au gouvernement : d'abord, de mener des enquêtes sur la situation des mines afin de déterminer combien de temps encore chacune pourra être exploitée. Ainsi, les mineurs seraient prévenus suffisamment à l'avance de ce que l'avenir leur réserve, et sauraient s'il doivent se recycler.

Nous demandons aussi des garanties sociales : des allocations de chômage et, si nécessaire, le versement d'indemnités pendant trois ans aux mineurs licenciés, pour qu'ils puissent apprendre une nou-

velle profession. L'emploi est l'une des priorités de la convention collective — le projet de loi de l'URSS concernant l'emploi est très mauvais.

◆ *Le projet de convention collective du SIM répond-il aux préoccupations des mineurs du Donbass (1) ?*

Pas vraiment. En fait, certains mineurs du Donbass n'ont pas fait grève de peur que leurs mines soient fermées, bien que nous leur ayons dit : « *Qu'est-ce que cela change qu'ils les ferment maintenant ou dans un an et demi ? Ne vaudrait-il pas mieux vous battre pour qu'ils vous garantissent quelque chose quand elles fermeront ?* »

◆ *Votre syndicat a-t-il élaboré un programme de restructuration de l'économie dans les régions minières ?*

Nous sommes en train de créer un fonds de développement et de défense sociale, consacré à tous ces problèmes ; cela devrait permettre de créer de nouveaux emplois dans la construction ou dans l'industrie, par exemple. Nous faisons cela tout en continuant à demander au gouvernement des garanties en matière d'emploi et des allocations de chômage. Car tout Etat, quels que soient ses buts affichés, opprime toujours l'individu, et restreindra ses droits. Nous devons donc créer des structures non gouvernementales. Nous essayons déjà de mettre cela en pratique dans le bassin de Tula, à côté de Moscou.

◆ *Ces structures seront-elles contrôlées uniquement par les mineurs ?*

Non, ce seront des sortes de grandes entreprises, créées à partir des fonds de plusieurs syndicats indépendants différents, qui donneront en même temps des emplois aux mineurs. Mais cela reste un projet. Ici, en URSS, personne ne s'est encore attelé à une telle tâche pour l'instant ; tout le monde compte sur l'Etat.

◆ *En ce moment, Eltsine explique dans le Kouzbass l'accord conclu il y a quelques jours entre Gorbatchev et les dirigeants de neuf républiques (2). Les journaux disent qu'il a d'abord rencontré les dirigeants des mineurs à Moscou, mais que vous n'étiez pas satisfaits de ses explications. Alarmé par*

1) Par opposition au Kouzbass, les coûts d'extraction sont généralement plus élevés dans le Donbass. L'application des critères du marché conduirait à la fermeture d'une partie importante des puits de la région.

2) Le 24 avril, Eltsine et les dirigeants de huit autres républiques ont signé une déclaration en commun avec Gorbatchev, demandant l'arrêt des grèves et prévoyant l'adoption d'un plan "anti-crise" par le président de l'URSS.

voire réaction, il aurait décidé de se rendre directement dans le Kouzbass et vous auriez envoyé une délégation dans son sillage. Que s'est-il réellement passé ?

Le conseil interrégional, qui est le comité de grève à l'échelle de toute l'Union, avait demandé une réunion avec Eltsine. Mais il a choisi de ne rencontrer que deux représentants du Kouzbass, Golikov [président de l'Union des collectifs de travailleurs du Kouzbass, ndlr] et Malykhine [membre de la direction du SIM, ndlr].

Elsine n'est pas allé dans le Kouzbass à cause de nous, mais parce qu'il avait reçu des dizaines de télégrammes, surtout en provenance du Kouzbass, lui demandant une explication sur le « régime de travail spécial » qui, selon l'accord qu'il a signé avec Gorbatchev, devrait être instauré dans les secteurs essentiels de l'industrie. En apprenant qu'Elsine était parti pour le Kouzbass sans nous rencontrer, nous avons décidé d'y envoyer des représentants, des membres des comités de grève régionaux. Des délégués des comités de grève de Rostov et du Kouzbass y sont allés.

Ils ont entendu les explications d'Elsine sur l'accord. Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé, mais ses arguments n'ont pas satisfait les travailleurs. C'était prévisible car, après tout, Eltsine est un politicien.

♦ **Pensez-vous que ses promesses sont réalistes ?**

Aujourd'hui, les journaux ont publié son décret sur le transfert de l'industrie du charbon à la juridiction de la République de Russie.

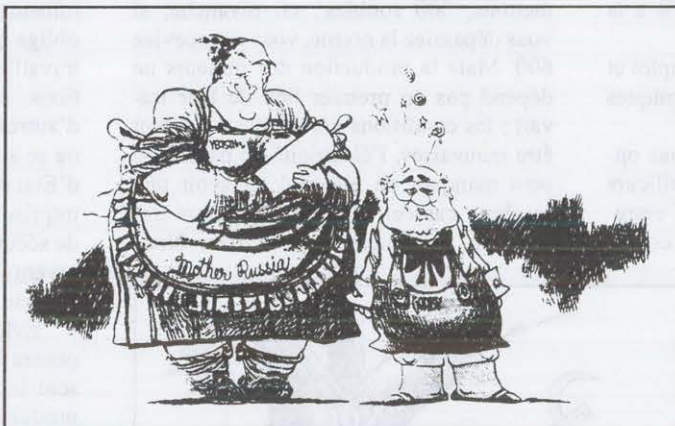
Les mines qui le veulent seront indépendantes et n'auront qu'à payer des impôts ; les autres seront subordonnées au Comité russe du carburant et de l'énergie.

♦ **Un tel arrangement ne risque-t-il pas de diviser les mineurs ? Certaines mines sont plus profitables que d'autres, ce qui permettra à leurs employés de vivre mieux...**

Je considère que cette mesure d'Elsine est populiste. Peut-être qu'il ne conservera sous la juridiction de la Russie que les mines profitables et abandonnera les autres. Nous verrons. Mais la menace de fermetures de puits est réelle en Russie également, y compris dans le Kouzbass.

En général, je suis catégoriquement hostile à de telles recettes globales. Dans

les années 30, il y a eu une collectivisation totale ; aujourd'hui ils veulent réaliser une privatisation totale à toute allure, sans aucune étude économique de la situation générale de l'industrie du charbon. Que deviendront les mines déficitaires ? Nous avons besoin de temps pour étudier ces questions. Ils agitent devant les mineurs la perspective de les rendre propriétaires et maîtres. Mais qu'est-ce



qui va se passer après, personne ne le sait...

J'ai dit aux représentants de la mine de Rospadskaya [l'une des plus grandes de Russie] : en 1989, ils vous ont proposé de louer la mine pour vous convaincre d'abandonner la grève ; aujourd'hui, en 1991, vous luttez à nouveau, et ils vous proposent de vous transformer en compagnie par actions pour que vous arrêtez la lutte. Pour quoi ferez-vous grève la prochaine fois ? Vous n'avez pas encore bien compris la première étape que déjà vous en entamez une autre. Eux, ils vous jettent des miettes. Ce sont des slogans creux, sans aucune base économique, comme en 1917.

C'est mon opinion personnelle et celle de certains de mes camarades — cela nous vaut parfois des attaques acerbes.

♦ **Que pensent les travailleurs de base ?**

Là aussi, les avis sont partagés. Les gens qui étudient ces questions comprennent leur complexité, mais un ouvrier qui a passé six heures à travailler physiquement, et qui doit ensuite chercher de la nourriture, ne s'en préoccupe évidemment pas. On lui dit : vous pouvez devenir propriétaire, auparavant vous travailliez sans l'être ; et il pense que c'est peut-être vrai.

Nous sommes en train de développer un processus d'auto-éducation. Nous n'avons pas confiance dans les économistes, qui peuvent proposer des analyses différentes et contradictoires selon qui les

a payés. Nous analysons un point de vue puis un autre ; nous essayons de les comparer et ensuite nous tirons nos propres conclusions. Mais quand nous comparons les points de vue de différents économistes, nous partons toujours des principes du syndicat, qui a été créé pour défendre les intérêts des travailleurs en matière d'emploi, de salaires, de santé et de sécurité. Ni le programme de Pavlov, ni celui de Silaev [le Premier ministre de la République de Russie, ndlr] ne prennent en compte ces problèmes ; ils ne les mentionnent même pas.

Notre petit syndicat indépendant de mineurs a forcé l'Etat à reconnaître que des conventions collectives générales devraient exister dans tous les secteurs de base. Jusqu'aux années 30, les syndicats soviétiques passaient de tels accords, puis ce droit a été supprimé. Jusqu'à 1930 environ, c'est le Conseil central des syndicats qui fixait la valeur du travail, mais ensuite c'est la Commission d'Etat sur le travail qui s'en est chargée.

Aujourd'hui, les syndicats officiels ont l'occasion de récupérer ce droit, pour l'appliquer dans l'industrie pétrolière, la métallurgie, l'énergie, etc. Mais étant données leurs conceptions, j'ai peur qu'ils ne détournent notre projet : leurs dirigeants ne savent pas comment lutter pour défendre vraiment les travailleurs ; ils ont toujours été habitués à faire des concessions. Aujourd'hui, ils annoncent qu'ils ont changé du tout au tout. Nous verrons bien...

♦ **Y a-t-il quelque chose sur la gestion des entreprises dans votre convention collective ? Qui choisira le directeur ?**

En analysant notre document, l'on s'aperçoit qu'il changerait radicalement les relations dans le pays tout entier. Avant, en URSS, l'on produisait pour produire ; nous produisions des armes, nous aidions tel et tel pays, etc. Maintenant, le principe de base devrait être que tout ce qui est produit par des gens leur revient. Le salaire des ouvriers devrait avant tout reposer sur leurs capacités, leurs connaissances et la valeur de leur force de travail. A cette fin, il faudra modifier la législation du travail, ainsi que le système de sécurité sociale et les lois sur l'autogestion.

Notre projet de convention collective ne dit pas concrètement qui dirigera les entreprises. Il précise plutôt que l'Etat, qui détient 90 % de la propriété (le reste ce sont des lopins privés, des coopératives

et des entreprises privées), achète notre force de travail et a donc de nombreuses obligations envers nous ; nous devons définir ensemble nos pouvoirs respectifs. L'Etat doit tout d'abord nous donner du travail et nous rémunérer correctement ; actuellement, nous ne sommes pas payés lors des interruptions de production, qui ne dépendent pas de nous. Nous travaillons à la pièce ; nous voulons être payés à l'heure. Nous pensons que 70 % du salaire doit être horaire et 30 % à la pièce.

L'Etat doit nous garantir un emploi et des conditions sociales et économiques décentes.

Cependant, nous ne sommes pas opposés à ce que les collectifs de travailleurs deviennent les propriétaires des entreprises. Mais alors, les salaires et les condi-

à comment faire pour garantir un salaire minimum. Nous avons tout d'abord demandé, lors de la grève de 1989, que l'Etat paye un prix fixe pour chaque tonne de charbon.

Avant la grève, nous avions uniquement un salaire de base ; ensuite venaient les primes qui sont liées à l'accomplissement de la norme. Ainsi, s'il vous manquait deux tonnes pour atteindre une norme de mille tonnes, vous receviez, mettons, 300 roubles ; en revanche, si vous dépassiez la norme, vous en receviez 600. Mais la production des mineurs ne dépend pas en premier lieu de leur travail ; les conditions géologiques peuvent être mauvaises, l'électricité en panne, on peut manquer de matériel ou avoir une machine cassée. Cela fait que nous travaillions pratiquement pour rien. Nous

vail de nuit ; chaleur dépassant 26 degrés, etc.) ; un dédommagement pour le temps passé en transport, pour se nettoyer, etc. — cela doit être compensé au moins en partie, car le temps strictement dédié à la production est de six heures mais, en fait, une personne peut passer au total dix heures ou plus au travail ; seule la quatrième partie du salaire est basée sur la qualité de la production.

Pour l'instant, le fait que le salaire des mineurs dépende de leur production les oblige à violer les normes de sécurité et à travailler dans de très mauvaises conditions, ce qui provoque des silicozes et d'autres infections graves ; un travailleur ne se soucie pas de la vie. Les syndicats d'Etat ont le droit de faire fermer une entreprise si elle ne répond pas aux normes de sécurité ; mais ils ne le font pas, car ils savent que les mineurs doivent gagner leur vie.

Evidemment, le gouvernement s'opposera à nos revendications car elles posent le problème de l'organisation de la production. L'Etat prétend qu'il ne peut pas payer si les mineurs ne produisent pas. Nous lui répondons : « *C'est votre responsabilité, Messieurs les directeurs, les ingénieurs en chef, les responsables de cabinets, ministre et Premier ministre. Nous payons des impôts à l'Etat, et nous avons élu des députés qui vous ont désignés. Vous êtes supposés être des spécialistes qualifiés.* »

◆ *Les compensations des mauvaises conditions de travail ont été critiquées, car elles encourageraient les mineurs à tolérer et, y compris à chercher du travail, aux pires conditions, et aussi parce que l'administration n'est plus obligée d'améliorer les choses.*

Pour l'instant, il n'existe aucune sorte d'indemnisation dans les mines et, selon nous, la direction devrait en verser. Par exemple, selon les normes, une personne ne devrait pas porter plus de 50 kilos. Or, en tant qu'électricien dans les mines, j'ai porté des poutrelles d'aciers qui pesaient 60 ou 70 kilos. Les directions seront obligées de prendre enfin en compte ces problèmes si elles doivent verser un supplément salarial assez élevé.

◆ *Quels sont les rapports du mouvement des mineurs avec les différents courants politiques ?*

Notre syndicat se base sur des principes purement syndicaux : pour l'instant du moins, il ne soutient aucun parti politique.

Il existe également des comités de grève qui ne se sont pas encore transfor-



tions de travail ne doivent pas être plus mauvais que ceux fixés par la convention collective. Celle-ci doit s'appliquer à tous les travailleurs salariés, quelle que soit la forme de propriété — privée, collective, d'Etat. Il faut admettre qu'une personne travaille pour nourrir sa famille et pour vivre décemment, et non pour nourrir la famille du voisin ou pour réaliser de grandes idées. L'ouvrier, le producteur fondamental de tous les produits qui existent, doit être la pierre angulaire du système.

◆ *Quelle forme de salaire proposez-vous ?*

J'ai travaillé là-dessus avec mes camarades quand j'étais encore président du syndicat d'Etat de ma mine (j'avais été élu à ce poste après la grève de 1989). A présent, un taux de salaire de base est fixé par la commission d'Etat sur le travail ; il est inclus dans le coût et le prix du charbon, qui sont aussi déterminés par l'Etat. Nous avons commencé à réfléchir

avons donc demandé d'être payés un prix fixe par tonne, indépendamment du plan. Nous avons obtenu gain de cause, mais les autorités s'arrangent encore pour détourner cela : maintenant, nous recevons un prix fixe par tonne jusqu'à un certain niveau, mais quand les mineurs ne sont pas assez vigilants, les directeurs réintroduisent en douce des primes, des normes, etc.

Nous avons ensuite commencé à nous demander comment ces salaires de base étaient fixés centralement, et pourquoi nous étions payés deux roubles de l'heure et non six, par exemple. A l'approche du Ier Congrès des mineurs, nous avons décidé de travailler là-dessus ; le IIe Congrès a continué, relayé ensuite par la direction. Selon nous, le salaire d'un mineur devrait être constitué par quatre éléments : un minimum garanti, correspondant au panier de la ménagère, quels que soient les arrêts de la production ; une indemnité garantie pour les conditions de travail dangereuses (concentration de poussière supérieure aux normes ; présence de méthane ; tra-

més en syndicats et qui suivent plus ou moins l'orientation des démocrates, au sens soviétique du terme [c'est-à-dire les libéraux, ndlr], représentés par Russie démocratique en Russie — cela existe surtout dans le Kouzbass. Ainsi, Golikov, membre du comité de grève de Novokouznetsk et président du Conseil des comités de grève du Kouzbass, est un proche conseiller d'Eltsine.

◆ *Les positions politiques de ces comités de grève sont-elles soutenues par la base ?*

En grande partie oui. Après tout, l'idée de la souveraineté est attirante. Le centre nous a dépouillés pendant très longtemps.

Aujourd'hui, on assiste à une lutte entre les boyards [aristocrates, ndlr] communistes et la nouvelle bourgeoisie, qui commence à en avoir assez de les servir et veut diriger toute seule. Cette dernière est composée de gens qui veulent entreprendre, dont le seul capital pour l'instant est la connaissance. Ils ont longtemps travaillé pour l'aristocratie, au service de son idéologie.

◆ *Vous parlez de l'intelligentsia ?*

Oui, de l'intelligentsia, des économistes, etc. On assiste à un combat entre les boyards et cette nouvelle bourgeoisie. Pour le mouvement ouvrier, il est plus juste aujourd'hui d'appuyer cette bourgeoisie car, pendant 70 ans, l'idée communiste selon laquelle « tout appartient à tout le monde » a montré qu'elle n'était pas valable — même si, en principe, un certain degré de centralisation et de planification est nécessaire. Il s'agit de décider ce qui est rationnel.

La nouvelle bourgeoisie propose un système qui donne aux ouvriers une chance d'échanger leur force de travail contre une somme décidée en commun. Elle offre une conception normale de la société, où tout le monde a sa chance — bien que la réalité d'un tel principe soit loin d'être évidente. Dans la lutte entre les communistes et la bourgeoisie, nous appuyons tout naturellement cette dernière, parce que l'idée orthodoxe et vague des communistes sur les lendemains qui chantent ne se fonde ni sur la réalité ni sur des forces concrètes.

Mais il ne faut pas oublier que, quand la nouvelle bourgeoisie accèdera au pouvoir — c'est un processus inévitable, qu'elle partage le pouvoir avec les boyards et coexiste pacifiquement avec eux, ou qu'elle l'assume seule —, ceux dont le seul capital est le savoir voudront transformer cela en privilèges matériels. A ce moment-là, ils essayeront de

nous exploiter, cela fait partie de leur système.

Ainsi, si nous appuyons actuellement le mouvement des démocrates — tout en sachant que c'est une vraie bourgeoisie, d'orientation sociale-démocrate —, nous ne devons pas oublier que, tôt ou tard, nous aurons à l'affronter. Nous le faisons déjà sur un certain nombre de questions.

◆ *Ressentez-vous le besoin d'un parti des travailleurs ?*

Je ne peux pas prédire ce que réserve le futur, mais je peux vous donner mon opinion personnelle. Pour qu'une personne soit capable de définir sa position politique, elle doit avoir atteint un certain niveau de connaissances et être motivée à le faire. Pour l'instant, nous devons encore amener les travailleurs à réfléchir à cela. Aujourd'hui, la majorité des gens se préoccupe surtout de trouver assez à manger et à boire. Nous devons permettre aux travailleurs de réaliser qu'ils sont des êtres humains. Quand ils recevront un salaire décent, ils pourront mettre de l'argent de côté et auront du temps pour lire, leur horizon s'élargira ; ils seront alors capables de se définir politiquement.

Selon moi, la création forcée d'un parti des travailleurs aujourd'hui serait une initiative utopique, qui tomberait sous l'influence de la droite ou de la gauche, par exemple des marxistes orthodoxes du Front uni des travailleurs (FUT). Mais tôt ou tard, nous aurons besoin de partis normaux, soit un parti travailliste à la britannique, soit un parti socialiste. Cette nécessité se manifestera dans le futur, mais essayer de le créer maintenant serait une perte de temps. Les gens doivent auparavant se définir politiquement.

◆ *Une lutte acharnée pour la propriété semble se dérouler en ce moment en URSS...*

Au niveau de l'Etat et des entreprises, on assiste à une lutte sourde et violente pour le pouvoir économique. A la suite de la grève de 1989, des lois ont été votées sur les locations d'entreprises et sur les compagnies par actions. De nombreux directeurs ont proposé à leurs travailleurs de gérer l'entreprise en tant que propriété collective. Cette année, nous avons commencé à nous demander pourquoi un nombre significatif de directeurs était favorable à une telle gestion.

Nous sommes arrivés à la conclusion suivante : comme le niveau de connaissances des travailleurs en matière de droit et d'économie reste bas, quand la société est gérée sous forme de propriété collective, ils deviennent encore plus dépendants de la direction ; la mine leur appar-

tient, mais ils ne savent pas comment la diriger.

Les directeurs saisissent cette occasion d'exploiter le manque de préparation des travailleurs afin de devenir, eux, les vrais maîtres des entreprises ; alors qu'auparavant ils étaient soumis aux ministères, maintenant ils sont libres. Après tout, ils n'ont aucun intérêt à devenir eux-mêmes propriétaires légaux, car ils pourraient faire faillite — or comme l'entreprise appartient au collectif de travailleurs, en cas de difficultés, le directeur peut toujours leur répondre : « C'est votre entreprise. Vous en êtes responsables. »

En principe, l'instauration de la souveraineté des républiques sur les entreprises est quelque chose de positif ; mais elle a aussi des aspects négatifs. Les républiques disent à leurs travailleurs : nous sommes tous frères, le centre nous vole ; prenons toutes les entreprises et nous deviendrons riches. Elles se déchargent ainsi de leurs responsabilités sur d'autres. Les autorités veulent être libérées des structures qui sont au-dessus d'elles, tout en préservant leurs propres cadres pour dominer ceux d'en bas. C'est comme cela sur toute la ligne. Ils veulent exploiter notre ignorance.

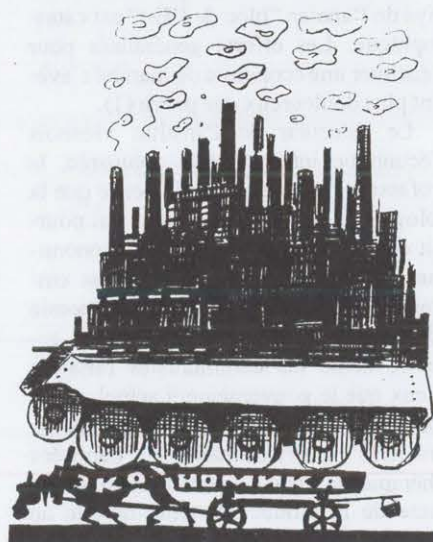
La stratification de la société se poursuit. En fait, le capital est déjà en train d'être accumulé et il ira à ceux qui possèdent des connaissances économiques ; on veut exploiter notre ignorance.

◆ *Pensez-vous que les travailleurs se révolteront quand ils se rendront compte de ce qui se passe ?*

Je ne le sais pas. C'est à ce moment-là que la création d'un parti pourra être envisagée. ★

Moscou, 4 mai 1991

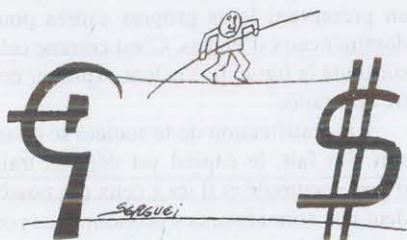
Propos recueillis par David Seppo



Des économies à la dérive

Le Conseil de coopération économique mutuelle (CAEM) a été fondé en janvier 1949, pour contrecarrer le plan Marshall des Etats-Unis et présenter une alternative économique pour certains pays européens face à l'Occident capitaliste. Quarante-deux ans plus tard, les anciens pays du CAEM (Bulgarie, Pologne, Roumanie, Hongrie et Union soviétique ; puis Allemagne de l'Est à partir de 1950, Mongolie de 1962, Cuba de 1972 et Viet-nam de 1978), dont l'arrêt de mort a été signé, de fait, à la fin 1990 sont, pour la plupart, en proie à une fièvre pro-capitaliste.

Jürgen MITTERMÜLLER



AUJOURD'HUI, ces pays ne discutent plus que de la meilleure manière de démanteler le CAEM et les relations établies en son sein. La partie "conservatrice" de l'ancienne communauté dite socialiste (URSS, Roumanie et Bulgarie) voudrait qu'une nouvelle organisation soit créée pour lui succéder, alors que les autres pays veulent intégrer la Communauté économique européenne (CEE).

La situation économique actuelle des pays de l'ancien "bloc de l'Est" est catastrophique. Les efforts généralisés pour constituer une économie de marché s'avèrent plus douloureux que prévu (1).

Le directeur de l'Institut viennois d'économie internationale comparée, le professeur Friedrich Levčik, pense que la Pologne est le seul de ces pays qui pourrait connaître une amélioration économique en 1991. Cette déclaration est empreinte d'un certain cynisme : l'économie polonaise est complètement sur les genoux ; même les communistes faisaient mieux que le gouvernement actuel... Les politiques imposées par les autorités financières internationales — baptisées "thérapie de choc" — ont provoqué une chute de la production telle, qu'elle ne

pourra être suivie que par une amélioration.

Malgré cela, la direction polonaise reste déterminée à restaurer complètement le capitalisme. Lors de la réunion de dissolution du CAEM, en février 1991, les représentants de la Pologne ont insisté sur le fait que leur gouvernement avait décidé de ne pas soutenir une "remise sur pied factice" de cette institution. Les progrès en direction du marché des anciens pays frères sont trop lents, aux yeux des dirigeants polonais, et surtout de Walesa. Pour eux, les intérêts des travailleurs sont relégués au second plan, comme l'a démontré l'instauration récente de décrets qui offrent aux employés du privé des avantages supplémentaires à ceux du secteur d'Etat.

La voie hongroise

Pendant ce temps, la Hongrie s'est engagée dans la voie du "changement graduel" (2). Le ministre des Finances, Mihály Kupa, a évoqué la réorientation "non idéologique" de l'économie qu'il pense réaliser au cours de son programme en quatre ans. La Hongrie a courageusement rempli ses obligations envers le Fonds monétaire international (FMI). Le déficit du budget est passé de 52 milliards de forins en 1989 à 1,4 milliard en 1990 ; et, en 1990, le surplus en devises du commerce extérieur a atteint 950 millions de dollars.

Jusqu'en 1987, le volume du commerce avec les autres pays du CAEM était deux fois plus important que celui avec l'Ouest ; aujourd'hui, le rapport s'est inversé.

Mais l'effondrement du commerce avec l'Est pourrait aggraver la crise économique de la Hongrie. La valeur des ex-

portations vers l'Est a diminué de 24 % en 1990 ; par conséquent, la production des entreprises de machines-outils et de véhicules, destinée surtout au marché soviétique, a chuté de 30 %.

Cela s'est seulement traduit par une chute de 5 % du Produit national brut (PNB), parce que le secteur dynamique des petites et moyennes entreprises n'a pratiquement pas été touché et car la baisse de la part des pays de l'Est dans le commerce hongrois avait déjà commencé auparavant — de 50 % dans les années 80, à 33 % en 1990.

En 1991, la part du commerce avec l'Est continuera à diminuer car le rétablissement des liens avec ces pays ne peut pas être résolu à travers les méthodes de l'économie de marché. Ces problèmes s'accroîtront, non seulement à cause de la débâcle de l'économie soviétique, mais aussi parce qu'il n'a pas été possible jusqu'à présent d'établir des accords avec des républiques ou des entreprises soviétiques.

Imbroglio commercial

Un exemple qui illustre la situation actuelle est la décision prise de paralyser les exportations de médicaments, de bus et d'autres produits hongrois prévue pour l'Union soviétique où elles sont pourtant vitales ; malgré de nombreuses discussions, il a été impossible de trouver un arrangement. Alors que les entreprises soviétiques et hongroises s'étaient mises d'accord sur des livraisons en provenance de Hongrie pour une valeur de 500 millions de dollars pour 1991, et sur un crédit de 150 millions de dollars, en fait, seuls 20 millions de dollars ont été débloqués pour l'instant.

En Hongrie, comme ailleurs, ce sont les travailleurs qui portent le fardeau des réformes économiques. En 1990, le chômage a été multiplié par 3,5 ; il touche actuellement 90 000 personnes — 2 % de la population active. Selon les chiffres officiels, les prix des biens de consommation ont augmenté de 29 % en 1990 ; pour 1991, il est prévu qu'ils augmenteront au moins de 35 %. Les salaires, eux, ont diminué de 8 %.

En Tchécoslovaquie, la privatisation a commencé le 1er décembre 1990 (3). La petite privatisation a déjà été menée à bien : plus de 100 000 entreprises ont été vendues aux enchères. Pour l'instant, seules les petites entreprises sont passées au privé — achetées en grande partie par des étrangers, par l'intermédiaire d'hom-

1) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 326 du 15 mars 1991.

3) *Ibid.*

mes de paille. La "grande privatisation" est pour plus tard.

La Tchécoslovaquie qui, à l'Ouest, a la réputation d'être un pays industriel relativement performant, connaît aujourd'hui de grosses difficultés — principalement le chômage et l'inflation. La libération des prix, le 1er janvier 1991, a fait augmenter le coût de la vie de plus de 44 %, et celui des produits alimentaires de plus de 63 %.

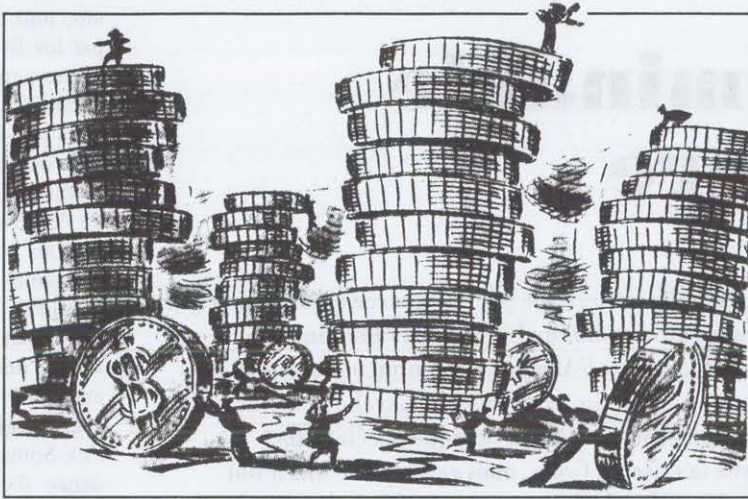
Cependant, la Tchécoslovaquie s'apprête à se jeter dans les bras des pourvoyeurs de fonds occidentaux ; la CEE a promis 1 milliard de dollars de crédit dans le cadre d'un programme d'aide de l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE). Il n'est donc pas étonnant qu'Havel ait refusé la création de toute nouvelle organisation qui aurait assuré la succession du CAEM.

Le déclin soviétique

La grande inconnue reste le futur économique et politique de l'Union soviétique ; le noyau de l'ancien CAEM est confronté à une dépression économique sans précédent. Un rapport commun de 2 000 pages du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de la Banque pour la reconstruction et le développement de l'Est européen (BERD) vient de dresser un tableau dramatique de l'économie soviétique. La conclusion qui s'impose aux capitalistes est la suivante : toute aide financière serait de l'argent jeté par les fenêtres. Cette catastrophe se terminera sans doute par une "thérapie de choc" à la polonaise.

En 1990, les résultats économiques sont mauvais dans tous les secteurs. Le PNB a chuté de 2 % (+ 3 % en 1989) ; la productivité du travail a diminué de 3 % (+ 2,5 % en 1989) et le volume du commerce extérieur de 6,9 %.

Fin 1990, l'arrêt des transactions commerciales en roubles entre pays du CAEM, pour passer à des devises fortes, aurait dû donner un coup de fouet à l'économie soviétique. C'est du moins ce qu'avait prévu la Banque de financements internationaux de Bâle dans son premier rapport trimestriel de 1991, selon lequel l'URSS devait être le principal bénéficiaire du changement du système de commerce en Europe orientale et centrale. Mais du fait du doublement des intérêts de la dette et de l'augmentation colossale des importations soviétiques — due aux difficultés croissantes de l'économie de ce



pays — la balance des paiements n'a pas été modifiée substantiellement.

Les problèmes d'extraction de l'industrie pétrolière ont conduit à une diminution des exportations de pétrole, l'espoir d'obtenir des revenus supplémentaires s'évanouissant du même coup.

L'Union soviétique, grâce à ses immenses réserves de matières premières, conserve un avantage pour obtenir des devises face aux anciens pays du CAEM. Or, cet avantage a tendance à devenir secondaire ; d'un côté à cause de problèmes structurels (transport, engagements préalables, etc.), et de l'autre à cause des difficultés que rencontrent les autres pays d'Europe de l'Est pour payer les importations soviétiques en devises fortes. Environ 60 % des devises soviétiques proviennent des ventes de pétrole à l'Ouest ; mais les prix bas de l'or noir favorisent surtout l'Ouest industrialisé.

Dans toute cette région, le troc est revenu ; la faible qualité des produits conduit tous les anciens partenaires commerciaux à essayer d'acheter à l'Ouest.

Les nostalgiques du CAEM

Il est compréhensible que les autres membres du CAEM aient voulu conserver une variante de l'ancienne structure. Les économies bulgare et roumaine — pour ne pas citer Cuba (4) — sont très intimement liées à l'économie soviétique. Ainsi, la Bulgarie importe plus de 70 % de son pétrole d'URSS, et ce pays est, de loin, son premier partenaire commercial.

Cependant, un vent de réformes commence aussi à souffler à Sofia. Début février 1991, le nouveau gouvernement de coalition, dirigé par Dimitri Popov, a présenté son "Programme de transition et d'espoir" au FMI, dans le but d'obtenir des crédits récompensant une nouvelle vague d'austérité. D'ailleurs, 3 milliards de dollars d'"argent frais" devraient apporter de l'air au gouvernement.

C'est la population qui fait les frais de cette transition : la libération des prix, début février 1991, a conduit à une augmentation moyenne des produits alimentaires de 500 %. Malgré cela, et une hausse du chômage de 70 000 à 300 000 personnes, Popov le réformateur envisage une « entente sociale optimiste ». Les attentes des syndicats se sont d'ailleurs exprimées par un engagement à geler les grèves d'ici les prochaines élections. Selon Popov : « Les Bulgares ont fini par comprendre

que c'est ainsi que les choses doivent se passer. »

Les choses suivent un cours similaire en Roumanie. Petre Roman et son entourage espèrent recevoir des devises après l'instauration d'une "thérapie de choc" classique (hausse des prix, fin des subventions aux prix, fermetures d'entreprises et chômage important). Ceux qui protesteront ou organiseront des manifestations seront accusés de contribuer à la détérioration de l'économie et qualifiés d'opposants aux réformes.

Tous les Etats qui appartenaient au CAEM subissent une récession ; une détérioration encore plus grave est pronostiquée pour 1991, à cause des coûts élevés de l'énergie en devises fortes, de la récession à l'Ouest et des taux d'intérêts élevés des marchés financiers internationaux dus aux investissements en Allemagne de l'Est et à la dette publique des Etats-Unis.

Aujourd'hui, environ 34 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en Europe de l'Est ; ce chiffre augmentera certainement. Il est encore difficile de savoir quelles sont les économies de l'Est qui réussiront à survivre à la compétition capitaliste. Cependant, on peut au moins signaler deux choses : les décisions concernant ces économies seront prises dans les capitales de "l'économie de marché libre", et non dans les pays concernés ; les grands perdants de la "rénovation" seront les travailleurs et surtout les femmes salariées. ★

Ost-West Gegeninformation
Avril-juin 1991, Vienne

4) Voir *Inprecor* n° 319 et 320 des 26 avril et 10 mai 1991.

L'interminable déchirure

Depuis près de trois ans, la Somalie est secouée par une guerre civile meurtrière encore plus ignorée des médias que le conflit du Libéria. La situation de la Somalie serait-elle conforme à l'image de l'Afrique, un continent de plus en plus négligé, en marge du développement d'une économie de marché mondialisée ? A la fin de 1990, les affrontements ont connu une brusque accélération, probablement en relation avec la crise du Golfe, mais ces événements n'ont guère suscité d'attention. En décembre 1990 et janvier 1991, la bataille de Mogadiscio s'est soldée par la chute de Syad Barré, au prix de plusieurs milliers de victimes, dans une ville vide de toute présence étrangère. Depuis lors, les différentes factions de l'opposition s'entre-déchirent : « *L'anarchie tribale est déjà, paradoxalement, une réalité dans un des rares pays d'Afrique unifié par une culture et une langue commune* » (1).

SAMAALE

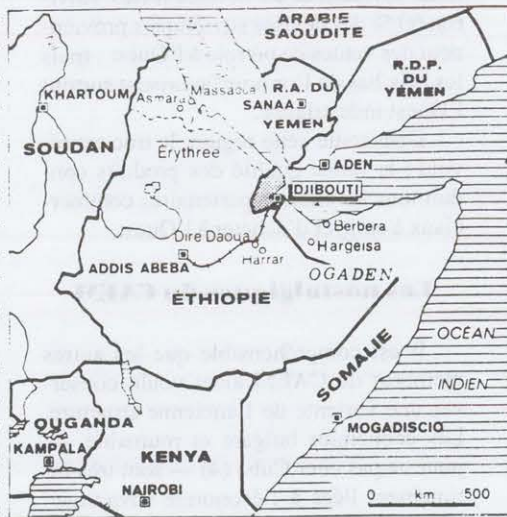


LE PARTAGE colonial de la fin du XIX^e siècle fragmente l'espace des Somalis entre la tutelle italienne, anglaise et française. Ces trois Etats européens se sont empressés d'occuper les territoires riverains de la mer Rouge et de l'océan Indien, une zone considérée comme stratégique avec l'ouverture du canal de Suez en 1869. Enfin, à la même époque, la province de l'Ogaden passe sous contrôle éthiopien, un Etat chrétien séculaire dont la politique impérialiste est appuyée ouvertement par les deux principales puissances coloniales, l'Angleterre et la France.

La résistance est farouche et un cheikh, issu d'un clan Darod du Nord, Mohamed Abdillé Hassan, surnommé le Mad Mullah par les Anglais, organise un véritable mouvement de guérilla actif de 1899 à 1920. Il combat principalement les Britanniques, mais les Ethiopiens et les Italiens tenteront également de le réduire. Cette coalition de tribus somalies du Nord souffre toutefois d'une unanimité très relative car les conflits d'intérêts suscitent également de violents combats entre clans rivaux. Cependant, la personnalité du Mullah et ses talents de poète ont contribué à la naissance de l'idée d'une identité nationale somalie dépassant les frontières actuelles de la République de Somalie (2).

L'Italie, puissance coloniale de deu-

xième ordre, poursuit des visées expansionnistes dans la région. Après un cuisant échec face aux Ethiopiens, à Adoua en 1896, quarante ans plus tard, l'armée de Mussolini s'empare de l'Ethiopie, au cours d'une campagne militaire particulièrement cruelle, avec un recours massif aux gaz de combat. Malgré l'agression caractérisée des Italiens et la barbarie des moyens utilisés, Mussolini bénéficiera de la complaisance évidente des Britanni-



ques, lesquels préféraient offrir une contrepartie coloniale aux appétits du dictateur. A l'époque, l'Ethiopie et le Libéria étaient les deux seuls Etats indépendants du continent africain.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, après une éphémère occupation du Somaliland britannique, l'empire italien d'Afrique de l'Est, qui réunissait d'un seul tenant l'Erythrée, la Somalia et l'Ethiopie, ne résiste pas à la contre-offensive anglaise. Dès 1941, et pour dix

ans, tous les Somaliens sont administrés par les Britanniques qui encouragent les visées pan-somalises d'une partie de l'élite locale, qui représentent la première manifestation d'un nationalisme très combatif qui consacre le personnage de Mohamed Abdillé Hassan comme le premier héros de l'indépendance somalienne.

Dès l'indépendance en 1960, l'irréductibilité des autorités de Mogadiscio constitue l'axe politique principal du jeune Etat constitué par la fusion de la Somalia, devenue indépendante après dix ans d'administration fiduciaire italienne sous l'égide des Nations-Unies, et de l'ex-Somaliland qui accède à l'indépendance dans le même temps. Les cinq branches de l'étoile ornant le drapeau du pays symbolisent la Grande Somalie englobant également Djibouti, colonie française, l'Ogaden, à nouveau contrôlé par l'Ethiopie et le nord du Kenya. Dès 1964, la Somalie s'engage dans un conflit frontalier avec l'Ethiopie, le long de la ligne de démarcation provisoire tracée par les Britanniques en 1950. Aucun règlement n'ayant permis de fixer une véritable frontière (3), les incidents armés se multiplient et chacun des deux belligérants soutient des mouvements de guérilla de part et d'autre de la frontière.

Le régime dictatorial de Syad Barré

A la suite de l'assassinat du président Shemarle, probablement en raison de différends d'origine tribale, les forces armées s'emparent du pouvoir le 21 octobre 1969 et le général Syad Barré, président du Conseil suprême révolutionnaire, devient chef de l'Etat. Les militaires confisquent le pouvoir aux civils, accusés de s'appuyer exclusivement sur les secteurs urbains très minoritaires. Le nouveau régime entend combattre le tribalisme, le népotisme, la corruption et l'analphabétisme. Il adopte une politique plus favorable à la population rurale, se rapproche de l'Union soviétique et inaugure une ligne politique "socialiste". Moscou envoie quelque 6 000 coopérants civils et militaires et entretient une puissante base navale à Berbera, sur les rives du golfe d'Aden. La Chine est aussi très présente dans le pays, mais son rôle se limite à des projets d'infrastructure civile, notamment avec la construction d'un axe routier reliant le Nord à Mogadiscio.

1) S. Smith, "Coup de barre chez les Somaliens", *Libération*, 4 août 1989.

2) P. Rondot, "Quelques remarques sur le personnage et le rôle historique de Mohamed Abdillé Hassan", *Poëme*, bulletin de la Société d'étude d'Afrique orientale n° 8, 1970.

3) La République de Somalie, service des archives diplomatiques et de la documentation, ministère des Affaires étrangères, Paris, août 1961.

Dans un premier temps, le régime obtient quelques succès avec la fixation de la langue somalienne écrite avec l'alphabet latin, doublée d'un vaste programme d'alphabétisation, ou encore, l'admission, en 1974, de la Somalie au sein de la Ligue arabe — ce qui permettra au pays de bénéficier d'une aide substantielle en provenance des pays du Golfe. Cependant, Syad Barré poursuit une politique nationaliste agressive. Dès la fin de 1976, il appuie militairement le Front de libération de l'Ogaden. Quelques mois plus tard, l'agression de l'armée somalienne contre l'Éthiopie, alors que le nouveau régime d'Addis Abeba doit faire face à une offensive des Fronts érythréen et tigréen, provoque un revirement complet des Soviétiques qui appuient massivement l'Éthiopie et lui fournissent les conseillers militaires et les armes qui lui ont permis de repousser les Somaliens (4).

Après la défaite

La défaite de l'Ogaden, en 1978, a forcé les Somaliens à se replier sur les problèmes intérieurs et la "politique des clans" ne tarde pas à ressurgir. Dans le même temps, la Somalie s'est efforcée de renouer avec les puissances occidentales. Les Américains reprennent "le bail" de la base de Berbera en échange d'une aide économique et militaire. Mais celle-ci reste faible et la principale ressource extérieure du pays provient durant douze ans d'une aide alimentaire massive, destinée aux réfugiés ogadensis. A ce propos, les autorités de Mogadiscio ont toujours déclaré un nombre de réfugiés très supérieur à toutes les évaluations effectuées.

Durant une dizaine d'années, le chef de l'Etat et son entourage manœuvrent avec succès, profitant des divisions de l'opposition. Le régime organise sa défense autour d'une véritable garde prétorienne (les bérets rouges) et des services de sécurité, essentiellement recrutés au sein du clan présidentiel, les Marehan qui ne représentent guère plus de 2 % des 6 millions de Somaliens. Au niveau des sphères dirigeantes, les manœuvres politiques et la crainte d'un coup d'Etat conduisent Syad Barré à s'appuyer de plus en plus ouvertement sur les membres de sa famille. Chaque promotion ou nomination au sein de l'appareil d'Etat contribue à écarter les Issaq et les Hawiyé, deux groupes dominants dans les activités commerciales du pays.

Le népotisme de plus en plus accentué a permis à l'entourage du président d'opérer des prélèvements importants sur les maigres ressources du pays, sans compter l'aide accordée à la Somalie. L'ancienne ambassadrice de la mission permanente

de Somalie auprès des organisations internationales à Genève est accusée d'avoir vendu, à son profit, une cargaison de riz d'une valeur de plusieurs millions de dollars destinée aux victimes de la famine. Par ailleurs, le nouveau gouvernement somalien aurait entrepris des démarches afin de récupérer une somme de 100 millions de dollars, déposée dans des banques suisses. Ce montant comprendrait notamment un don saoudien de 70 millions de dollars versé au gouvernement de Syad Barré en décembre 1990 ; le prix de la position anti-irakienne prise par Mogadiscio dans la crise du Golfe (5).

Depuis 1988, à la suite du règlement du conflit de l'Ogaden — un accord a été signé entre Addis Abeba et Mogadiscio le 4 avril 1988 —, les affrontements se sont concentrés dans le Nord, avec le Mouvement national somali (SNM) à dominante issaq, la principale tribu somali de l'ex-Somaliland. Les combats ont été acharnés et l'armée de Syad Barré n'a pas hésité à bombarder et à détruire la ville d'Hargeisa (ex-capitale du Somaliland), contrôlée durant quelques jours par les forces du SNM. En 1990, lorsque le clan des Hawiyé Abgal, majoritaire à Mogadiscio, est entré à son tour en dissidence armée, les événements se sont précipités. La guerre civile a pris une autre dimension. Après un mois de violents combats, le 27 janvier 1991, les forces du Conseil de la Somalie unifiée (CSU Hawiyé) ont chassé Syad Barré de Mogadiscio.

Du népotisme aux affrontements claniques

La victoire des mouvements d'opposition n'a pas mis fin aux combats car les différentes factions ne sont pas parvenues à un accord. La légitimité du président provisoire désigné, M. Ali Mahdi Mohamed (Hawiyé), a été immédiatement contestée. Le SNM boycotte la conférence nationale de réconciliation repoussée à la fin avril. Au Nord, on veut privilégier les consultations régionales afin de rediscuter au préalable de l'acte de réunification de 1960. Alors que la question de la sécession se pose sérieusement, de nombreuses voix, au niveau international, insistent sur la nécessité de solutions fédéralistes dans la Corne de l'Afrique.

Face à cette vacance du pouvoir central, les particularismes ressurgissent, recoupant les multiples divisions claniques. Dès le départ de Syad Barré, Mogadiscio s'est scindée en secteurs rivaux, bien que les Hawiyé du CSU conservent un net avantage dans la capitale. Dans l'ensemble du pays, des situations similaires prennent des proportions inquiétantes. A la frontière de Djibouti, les Issa se sont

Six confédérations tribales

Le pays est peuplé à 95 % de Somaliis, se répartissant en six confédérations tribales d'importance inégale (localisation des tribus somaliennes sur le territoire du nord au sud) :

- Les Dir, situés à la frontière de Djibouti et de l'Éthiopie (région de Jijiga), composés de deux tribus antagonistes : les Issa et les Gadaboursi.

- Les Issaq, une des plus grandes confédérations tribales, plus d'un million d'individus, occupent grosso modo le territoire de l'ex-Somaliland britannique. Les membres de cette tribu sont très actifs dans le commerce et s'appuient sur une diaspora de travailleurs immigrés nombreux dans les pays du Golfe et dans l'ancienne métropole coloniale.

- Les Darod, le groupe numériquement le plus important, implantés dans le Nord-Est (Majertein), la majeure partie de la province éthiopienne de l'Ogaden et, tout au Sud, le long de la frontière kenyane. A noter que le clan Marehan, dont est issu l'ex-président Syad Barré, appartient aux Darod.

- Les Hawiyé, localisés au centre du pays et à Mogadiscio ; la capitale étant le fief du puissant clan des Hawiyé Abgal.

- Les Rahanwein et les Digil, établis dans les zones les plus fertiles du pays, le long des fleuves Schebelle et Juba. Ces deux tribus sont les seules à s'adonner à l'agriculture. Elles sont souvent désignées sous le nom de Sab, qui atteste de leur métissage bantou. De par leur origine et leur mode de vie, ils ne sont pas toujours considérés comme de vrais Somaliis.★

distanciés du SNM et ont fondé le United Somali Front (USF) en vue de contrecarrer les visées des Issaqs sur le nord de la Somalie, tout en poursuivant une stratégie de confrontation avec les Gadaboursis. Ces calculs semblent avoir été bloqués par le ralliement d'éléments gadaboursis au SNM. Parmi ces derniers, alliés fidèles du président déchu au nord, certains ont fui la région de Boroma en direction des camps installés à la frontière éthiopienne et se sont regroupés sous la bannière du Somali Democratic Alliance (SDA).

Dans l'ancienne Somalia, outre les Hawiyé du CSU, qui connaissent déjà des dissidences, au nord de la capitale, le Front démocratique pour le salut de la Somalie (FDSS) des Majertein — un clan Darod, historiquement le premier mouvement d'opposition au régime de Syad Barré, il y a une dizaine d'années — renaît de ses cendres. Quant aux Darod du Sud, ils sont regroupés au sein du Mouvement populaire somalien (MPS), l'ossa-

4) Voir *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990.

5) *Le Courrier de Genève*, 13 mars 1991.

Un pays d'élevage

La République de Somalie, constituée en juillet 1960 par l'union de deux anciennes colonies, le Somaliland britannique et la Somalia sous tutelle italienne. Elle s'étend sur 638 000 kilomètres, pour quelques 6 millions d'habitants (taux d'accroissement annuel, 3 %).

● Actuellement, la moitié de la population — somali à 98 % — est encore constituée d'éleveurs nomades ; la capitale, Mogadiscio, compte un demi-million d'habitants, le port de Kismayo environ 70 000 habitants, quant aux villes de Berbera et Hargeisa, qui regroupaient chacune entre 60 000 et 70 000 habitants, elles ont été en grande partie désertées à la suite des combats de 1988.

Démunie de ressources naturelles, la Somalie est un pays essentiellement pastoral : 33 millions de ovins et de caprins et 12 millions de bovins et camélins.

● L'agriculture représente 65 % du Produit intérieur brut (PIB), les services 25 % et le secteur manufacturier 10 %.

● Les recettes à l'exportation, qui s'élèvent à 60 millions de dollars (chiffres de 1988), comprennent le bétail sur pied (67 %), les bananes, dont la production se montait en 1988 à 120 000 tonnes (22,6 %), les 10,4 % restants étant constitués de cuirs, peaux, fourrures et poissons (17 000 tonnes en 1988).

● Le Produit national brut (PNB) par habitant est de 170 dollars ; la dette extérieure s'élève à 2 milliards de dollars, soit près de deux fois le PNB du pays. ★

(Chiffres : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1990)

ture de ce mouvement étant formée d'anciens militaires ogadenis dirigés par le colonel Omar Jess. Enfin, les partisans du président Syad Barré n'ont pas dit leur dernier mot, d'autant plus que, compte tenu des traditions guerrières des Somalis, le clan Marehan ne survivrait que difficilement à son chef. Ce danger d'élimination physique contribue à la très forte cohésion du clan. Réfugié dans sa région natale du Gedo, l'ancien président est protégé par une petite armée de fidèles bien armés ; il n'a pas perdu la capacité de tisser un nouveau jeu d'alliances.

A l'intérieur des deux grands mouvements d'opposition, les factions rivales se multiplient. Le SNM connaît des divergences entre sécessionnistes et modérés, sans compter la tentative issaq de contrôler la frontière avec Djibouti au travers d'une milice indépendante. Chez les Hawiyé du CSU, il faut mentionner la scission intervenue avec le groupe dirigé par le général Farah Haideed, le "candidat malheureux" face au président Ali Mahdi Mohamed. L'Ethiopie, qui se méfie des

visées de son voisin sur l'Ogaden, ne cache pas ses sympathies pour les sécessionnistes du SNM au Nord et les partisans de Farah Haideed dans le Bénadir, la zone côtière, autour de Mogadiscio — à moyen terme, les enjeux concernent le contrôle des principaux flux financiers générés par le commerce du Nord et celui de Mogadiscio ; les transactions commerciales et financières sont soumises à toute sorte de prélèvements : les taxes, la rémunération d'hypothétiques prestations de service, sans omettre le racket pur et simple.

Ce tableau ne saurait être complet, sans évoquer la multiplication des groupes liés principalement à un clan, et des intérêts locaux ou formés pour protéger, contre rémunération, les biens de certains commerçants, voire pour appuyer des actes de pur banditisme. Ce phénomène est particulièrement marqué dans la capitale, au point que la situation d'anarchie qui y prévaut n'a pas permis aux organisations humanitaires de poursuivre leurs activités, à l'exception de SOS Villages, une petite Organisation non-gouvernementale (ONG) suisse, et de Médecins sans frontières qui s'efforcent de maintenir en activité deux hôpitaux dans la capitale.

"Le cimetière de l'aide étrangère"

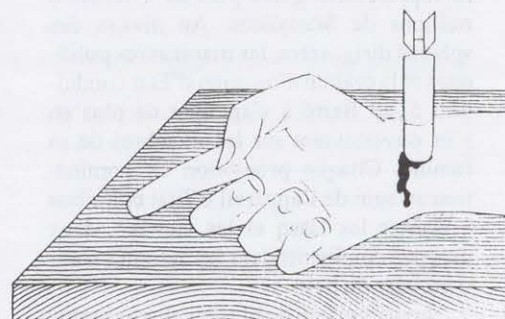
La Somalie, qui appartient au groupe des pays les moins avancés (PMA), devra surmonter un handicap supplémentaire en raison de l'ampleur des destructions causées par la guerre. Rien qu'à Mogadiscio, une grande partie des infrastructures ont été détruites et la ville a été livrée au pillage durant plusieurs semaines. L'ensemble des entreprises et des administrations sont fermées ; le personnel qualifié a souvent quitté la ville. Par ailleurs, le pays a été totalement marginalisé par rapport à l'environnement international et rend peu probable, à court terme, l'afflux d'un soutien matériel et financier. L'ampleur de la marginalisation de la Somalie est illustrée par l'évacuation totale de la base américaine de Berbera, au cours du mois de novembre 1990, et ce malgré la proximité du théâtre opérationnel des forces américaines dans le Golfe.

Déjà durement affectée par les sécheresses cycliques qui ont frappé le pays au cours des deux dernières décennies, la destruction de l'économie et les mouvements de population ont été accentués par le conflit, avec de graves conséquences pour l'ensemble de la population, nomades et sédentaires confondus. Les exportations de bétail sur pied, première source de revenus en devises, qui

ont déjà connu une baisse consécutive à la peste bovine de 1983, sont au point mort depuis 1988. Les exportations de bananes vers l'Italie dans le cadre des accords de Lomé liant les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) à la Communauté économique européenne (CEE), ont déjà fléchi et devraient connaître une nouvelle baisse en raison des dégâts constatés dans les plantations. Certaines d'entre elles étaient encore entre les mains de planteurs italiens qui ont tous quitté le pays. Par ailleurs, tous les projets de développement entrepris ont été stoppés, le personnel expatrié des grandes agences d'aide au développement — et celui des Nations-Unies en particulier — ayant été évacué peu avant les événements de Mogadiscio.

L'aide de l'Arabie Saoudite et de la Libye n'a pas suffi à sauver le régime de Syad Barré. Dans un pays connu comme un « cimetière de l'aide étrangère » (6), les nouvelles autorités éprouvent de grandes difficultés à obtenir une reconnaissance diplomatique et des aides substantielles alors que la famine menace le pays. La guerre du Golfe a provoqué la quasi disparition des flux d'aides accordés par les principaux bailleurs de fonds (CEE, Etats-Unis et pays arabes), et des rentrées liées aux transferts financiers des Somaliens du Koweït et d'Irak, estimés à 300 millions de dollars par an (7). Quelque trois cents d'entre eux ont même été récemment expulsés d'Arabie saoudite. Ce phénomène contribue à tarir le flux des importations de biens manufacturés payés en devises grâce à des collectes de fonds opérées auprès des travailleurs immigrés. Leurs familles en Somalie, qui étaient rémunérées en shillings somaliens à la suite de ces opérations commerciales, doivent faire face aujourd'hui à de graves pénuries. ★

Mai 1991



6) C. Simon, "Le gouvernement expulse le représentant du HCR", *Le Monde*, 6-7 août 1989.

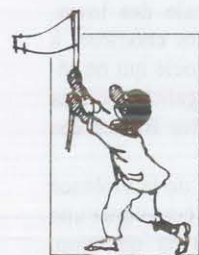
7) J. Hélène, "Riyad apporte un important soutien financier à Mogadiscio", *Le Monde*, 27 décembre 1990.

« Qu'est-ce qui a changé ? »

La récente décision du Congrès national africain (ANC) de suspendre pour le moment sa participation au processus de négociations confirme les problèmes auxquels fait face la direction du mouvement. Pressé par une partie de sa base, mais surtout confronté à une dégradation rapide du rapport de forces, l'ANC cherche à reprendre l'initiative sur le terrain politique. Mais il ne semble pas que ce tournant tactique puisse représenter une véritable stratégie alternative et sortir le mouvement de masse de ses difficultés actuelles.

L'article de Mark Harpert a été écrit avant cette décision de l'ANC, mais il en souligne déjà les signes avant-coureurs.

Mark HARPERT



« *Que se passe-t-il ? Je suis revenu comme un soldat vaincu. Pire encore, j'ai été soumis à des fouilles humiliantes par de jeunes policiers blancs qui pourraient être mes enfants. J'ai quitté ce*

pays pour me battre contre le gouvernement et pour une Afrique du Sud non raciale et démocratique. Aujourd'hui, rien n'a changé, sauf que le mouvement et le gouvernement négocient. Nous ne nous sommes pas battus pour vivre à côté des Blancs, ni pour qu'ils nous ouvrent leurs restaurants et leurs hôtels. Nous luttons pour le pouvoir et pour le droit de vote » expliquait Jacob Yako, soldat de la branche armée du Congrès national africain (ANC) au *Sunday Star* du 28 avril 1991.

Cette citation résume bien la frustration et le désespoir croissants ressentis par de nombreux militants face à la détérioration du rapport de forces entre le mouvement populaire de masse et le régime de Prétoria.

Il y a un an, au début de l'année 1990, le pays baignait dans l'euphorie. La levée de l'interdiction qui frappait les organisations politiques, la libération de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques, et la diminution sensible de la répression sauvage avaient redonné confiance aux travailleurs, aux communautés des townships et à la jeunesse, entraînant de nouvelles vagues de luttes et de mobilisations populaires. L'année 1990 a été marquée par un record de journées de travail perdues pour fait de grève. Le boy-

cott des loyers s'est étendu dans les townships, et on a assisté à une multiplication sans précédent des manifestations. Même les bantoustans, qui avaient été pacifiés par une répression très dure, ont explosé.

Mais, douze mois plus tard, le climat a dramatiquement changé. L'euphorie a cédé la place à la démoralisation. La violence, qui s'est répandue comme une traînée de poudre dans le cœur industriel du Witwatersrand et dans différentes régions du Natal (1) a fait de nombreuses victimes : durant les quatre premiers mois de 1991, 600 personnes sont mortes ; rien que dans la première semaine de mai 1991, 136 personnes ont été assassinées.

Parallèlement, la récession économique qui s'approfondit a mis au chômage des milliers de travailleurs et a engendré une baisse du niveau de vie. Rien que pour l'industrie minière, 50 000 emplois ont été supprimés en 1990 ; on estime que ce nombre sera encore plus élevé en 1991 — il en est de même dans la sidérurgie.

Une loi en cache une autre

Depuis le 2 février 1990 et le début des négociations (2), le gouvernement de Frederic De Klerk a essayé de prendre l'initiative pour trouver un règlement politique qui stabiliserait le pays.

La réforme de l'apartheid proposée par le gouvernement a pour but de donner une plus grande légitimité à l'Etat en cherchant à séduire les classes moyennes noires. Auparavant, les réformes introduites par le Parti national au gouvernement avaient toujours été trop limitées ou trop tardives pour arracher un quelconque soutien parmi une couche significative de la population opprimée.

Mais en levant l'interdiction qui visait

des organisations politiques, en libérant Mandela et d'autres prisonniers ainsi qu'en ouvrant des discussions avec l'ANC, De Klerk a marqué des points et créé un climat pacifique pour négocier. Son discours du 1er février 1991, où il a annoncé que les piliers de l'apartheid qui étaient encore en place seraient abrogés — le Land Act, le Group Areas Act et le Population Act (3) —, a contribué à diminuer les pressions internationales sur le régime de Prétoria.

D'autres lois seront amendées afin de supprimer toute référence à la "race" et, la fin avril 1991, le gouvernement a annoncé que la législation sur la sécurité intérieure serait modifiée et assouplie.

En réformant l'apartheid d'en haut, sans la participation de la population opprimée, le gouvernement tente de garder le contrôle de la transition post-apartheid de façon à ne pas menacer les intérêts de la population blanche. Les communautés blanches pourront contrôler les régions où elles vivent à travers des gouvernements locaux décentralisés et sous le prétexte du "maintien de la qualité de la vie" — les conseils municipaux pourront ainsi contrôler l'arrivée de "nouvelles" personnes dans ces zones et dans les écoles.

Cela a été confirmé par de nombreux nouveaux projets de loi présentés au Parlement, destinés à remplacer la législation abrogée. Ces propositions, si elles sont adoptées, continueront à donner de vastes pouvoirs aux fonctionnaires blancs, afin de limiter l'impact de la levée de l'apartheid. Ainsi, le projet de loi sur l'"environnement résidentiel" perpétue la protection artificielle dont bénéficiaient les régions blanches avec le Group Areas Act. D'autres projets de loi confèrent d'importants pouvoirs aux fonctionnaires qui pourront décider où les Noirs cultiveront des terres, et où seront les townships, tout en abandonnant les locataires noirs à la merci des propriétaires terriens.

Il ne faut, bien sûr, pas sous-estimer l'impact que la fin de l'apartheid aura sur l'opinion internationale, sur les travailleurs noirs les mieux payés et la classe moyenne noire — beaucoup d'entre eux ont déjà quitté les townships et acheté des logements dans des régions blanches. Le gouvernement a annoncé qu'il voulait que les fermes blanches non exploitées soient disponibles pour des fermiers noirs. Mais cela concerne une proportion de la population si faible que la situation actuelle, où 13 % de la population possède 87 % de la terre, ne sera guère modifiée.

1) Voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990.

3) Il s'agit des lois racistes sur la terre, la classification des races et l'habitat.

Comme l'abrogation de ces lois d'apartheid ne coïncide pas avec un programme important de redistribution de la richesse ni avec une réforme agraire radicale, aucune des inégalités sociales, économiques, et structurelles qui en découlent ne sera modifiée. La majorité des Noirs restera piégée dans les ghettos des townships, des camps de squatters et des *homelands*.

L'apartheid de marché

Le capital restera pratiquement exclusivement aux mains des Blancs, et, plus précisément, contrôlé par les six principaux trusts qui détiennent plus de 80 % des parts à la Bourse de Johannesburg. En d'autres termes, le capitalisme en Afrique du Sud continuera à être racial. L'apartheid légal sera remplacé par l'apartheid du prétendu "marché libre".

Les réformes de De Klerk ont rencontré une large approbation internationale et ont été récompensées par la levée des sanctions en matière d'investissements et de commerce de la Communauté économique européenne (CEE), ainsi que par une série d'invitations dans des capitales européennes. Cela a aussi permis au gouvernement sud-africain d'annoncer qu'il allait ouvrir une série de nouvelles représentations diplomatiques dans neuf pays africains et en Europe de l'Est. Tout cela s'est produit malgré le travail de lobby actif déployé par l'ANC.

En essayant de reprendre l'initiative au gouvernement, la direction de l'ANC a demandé la tenue d'une conférence de tous les partis pour discuter des principes d'une nouvelle Constitution et du processus de transition. L'ANC demande à De Klerk de ne pas être juge et partie dans les négociations sur la Constitution, et de mettre en place un gouvernement provisoire avec l'ANC, et peut-être d'autres forces, qui veillerait à la convocation d'une assemblée constituante.

Cette position de l'ANC a été intégralement reprise par le Parti communiste sud-africain (SACP) et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), tandis que les forces qui se situent à gauche de l'ANC s'opposaient à la conférence de tous les partis. Des organisations comme le Congrès pan-africain (PAC), l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) et l'Organisation des travailleurs pour l'action socialiste (WOSA) croient, à des degrés divers, que le gouvernement, qui soutient l'idée d'une telle conférence, obligera les autres partis à accepter certains principes constitutionnels qui protègent les intérêts de la minorité blanche et limiteront le travail constitutionnel que pourrait faire cette assemblée.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'est opposé à la convocation d'une telle assemblée, car il sait très bien qu'en cas d'élections démocratiques, il perdrait le contrôle du processus constitutionnel. Si, lors de la conférence, les partis définissent ensemble un cadre constitutionnel, le gouvernement n'aura plus grand chose à craindre.

Adoptant un changement d'attitude, l'ANC a reconnu qu'il avait besoin de tisser des relations avec les autres organisations du mouvement de libération afin de renforcer sa position dans les négociations avec le gouvernement. Dans cet esprit, les directions de l'ANC et du PAC se sont rencontrées, début février 1991, à Harare, au Zimbabwe, pour discuter de la création d'un Front patriotique. Elles se sont mises d'accord pour appeler à une rencontre de toutes les forces qui appuient la revendication d'une assemblée constituante, au Cap, en août 1991.

L'AZAPO et la WOSA — qui n'étaient pas invitées au sommet d'Harare — craignent que les deux principales organisations de libération décident seules du rôle et de la structure du Front patriotique, et que les autres partis n'aient qu'à ratifier ce choix. Le Front patriotique risque d'être partisan du gouvernement provisoire et d'une conférence de tous les partis, ce qui n'est pas acceptable par tous.

Elles craignent également que la conception du front, discutée à Harare soit davantage celle d'un forum des dirigeants des principaux partis, qu'une organisation de masse construite à l'échelon local, régional et national, contrôlée par la base.

L'interminable violence

Le violent conflit qui se déroule au Natal depuis plusieurs années s'est étendu aux townships du Rand de l'Ouest et de l'Est et autour de Johannesburg, parmi la classe ouvrière industrielle.

Le régime et les médias expliquent que la violence qui fait rage dans le Reef est un conflit tribal entre Noirs, bien sûr, afin d'obscurcir ses causes réelles et les forces sinistres qui la commanditent.

S'il est vrai que la violence communautaire et les pogroms se développent, que les antagonismes ethniques ont atteint un point de non retour et que l'intolérance entre les différentes organisations s'accroît, les forces proches du gouvernement ont exploité intelligemment les divisions et orchestré ce qui se passe aujourd'hui.

Que ce soit au Natal ou dans le Rand Ouest ou Est (les régions du Transvaal et de Johannesburg), des structures, contrôlées par le gouvernement ou des organisations qui en sont proches, ont mené des at-

taques contre la population avec le soutien actif des forces de sécurité.

Tant les attentats criminels contre les Noirs dans les gares, les trains et les taxis que les attaques collectives des foyers, des camps de squatters ou des habitations des townships ont augmenté dramatiquement les tensions existantes, en terrorisant les gens et en épuisant leur capacité de défense et d'organisation.

Ce n'est pas par hasard que les forces de sécurité de l'Etat, utilisant des groupes de *vigilants* (sortes de milices), souvent intimement liés aux conseillers municipaux des townships et au Parti de la liberté, l'Inkatha de Buthelezi, ont déplacé leur campagne de guerre de basse intensité du Natal aux townships du Rand. Les forces de sécurité ont compris que le gouvernement ne réussirait pas à mener à bien sa stratégie de réformes si la capacité de résistance de la classe ouvrière noire organisée n'était pas substantiellement affaiblie. Les autorités et les forces de sécurité ne sont pas non plus sûres que la direction de l'ANC soit prête, ou capable, de contraindre la jeunesse radicale des townships, les travailleurs, et les chômeurs à accepter un règlement négocié qui ne résoudra pas les énormes inégalités sociales qui séparent la majorité des Blancs des Noirs.

Le niveau et l'ampleur de la violence ont été tels que l'ANC a dû convoquer une réunion extraordinaire de sa direction. Après les massacres de Sebokeng, Davey-



Des guerriers zoulous de l'Inkatha

ton et Alexandra, de nombreuses pressions ont été exercées sur la direction de l'ANC pour qu'elle trouve une solution au carnage.

La réunion a donné lieu à l'envoi d'un ultimatum virulent au gouvernement, lui demandant de prendre des mesures pour répondre à la violence — dont les démissions du ministre de la Défense, Magnus Malan et du ministre de la Police, Adriann Vlok. L'ANC avait annoncé que si le gouvernement ne prenait pas en compte ces revendications, il arrêterait les négociations sur la Constitution. La réunion s'était aussi engagée à soutenir la création de comités de défense dans les townships et les camps de squatters.

En réponse, le gouvernement a clairement expliqué qu'il n'avait pas l'intention de se séparer des deux ministres et a accusé l'ANC de vouloir rompre les discussions. Il a demandé la tenue d'une conférence sur la violence, ce qui a été rejeté par la direction de l'ANC, considérant qu'il s'agissait d'une réponse inadéquate à son ultimatum. Quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum, De Klerk a rencontré tour à tour Mandela et Buthelezi. Après ces réunions, le gouvernement a interdit le port d'armes "traditionnelles et culturelles" — l'une des demandes de l'ANC.

Il semble, qu'à la suite de cette réunion, Mandela se soit déclaré prêt à accepter un compromis sur certaines des revendications de l'ultimatum. Cela montre

que l'ANC a peu d'options, si ce n'est de continuer les négociations sur la Constitution. Mais quelle alternative aux négociations pourrait-il avancer ? En réalité, sa vie politique dépend de sa capacité ou non à trouver un accord satisfaisant avec le gouvernement. Cependant, son cours actuel pourrait amener sa direction à buter sur d'autres problèmes, étant donné qu'il est probable que le compromis trouvé avec le gouvernement suscitera plus de critiques de la part de ceux qui,



à Soweto (DR)

dans l'ANC, sont encore réfractaires à la stratégie des négociations.

L'ultimatum de l'ANC a été provoqué par des accusations de ses partisans des townships noirs qui disaient que leur organisation les laissait sans défense contre la violence. Les habitants des townships demandent la mise en place de comités de défense pour se protéger contre les violentes attaques des habitants des foyers d'Inkhata.

Etant données les critiques que l'ANC a essuyé en décembre 1990, lors de sa conférence consultative, il n'est pas surprenant que la direction ait adopté une ligne dure face au gouvernement ; il serait suicidaire, pour elle, d'ignorer sa base militante des townships, qui sera fortement représentée à son prochain congrès.

Il existe une grande confusion dans le bloc ANC-SACP-COSATU ; personne

Le procès de Winnie Mandela

Winnie Mandela vient d'être condamnée à six ans de prison pour avoir participé, en 1988, à l'enlèvement d'un jeune garçon et pour complicité de « coups et blessures ayant entraîné sa mort ».

Cet événement n'est évidemment pas fait pour arranger les affaires de l'ANC et de sa direction. Celle-ci aura beau expliquer qu'il s'agit d'un « complot du pouvoir », elle convaincra peu, tant la personnalité de l'épouse de Nelson Mandela est controversée. Face aux partisans inconditionnels de Winnie, on trouve beaucoup de militants qui considèrent qu'elle a déjà porté suffisamment préjudice au mouvement : voici quelques semaines, elle a été battue à l'élection de la présidence de la Ligue des femmes de l'ANC. Et déjà, en 1988, au moment des événements qui l'ont conduite devant les tribunaux, il était fréquent d'entendre dans les sphères dirigeantes de l'UDF ou du COSATU des gens qui trouvaient que cette fois la coupe était pleine.

Le gouvernement a évidemment utilisé le procès comme un moyen de pression sur l'ANC ; mais il ne semble pas que De Klerk soit favorable à une lourde condamnation de Winnie Mandela, alors qu'il cherche à apaiser ses différends avec l'ANC pour aller plus loin dans les négociations.

Au-delà des simples faits, cette affaire exprime assez bien les contradictions et problèmes qui ont traversé l'ANC au fil de ces années et qui nourrissent ces difficultés politiques actuelles.

Le fameux Mandela Football Club, qui enleva Stompie Mokhele en décembre 1988, était à mi-chemin entre un groupe de gardes du corps et un gang. Une telle "institution", au cœur de Soweto, n'avait rien à avoir avec le dévouement de membres de l'ANC qui risquaient leur vie dans de réelles activités militantes.

La personnalité de Winnie Mandela a été fortement "médiatisée" non seulement pour qu'elle devienne une sorte de protection de l'ANC, mais aussi par excès de triomphalisme et de sectarisme. Le thème de la "mère de la Nation" correspondait à cette période où l'ANC se voulait le représentant unique et exclusif du mouvement de masse.

L'autonomie de Winnie Mandela et de son entourage renvoyait, par ailleurs, aux énormes déficits démocratiques de l'UDF. La base militante ignorait absolument tout des enjeux politiques réels débattus au sommet, mais aussi des intrigues et des batailles de clans.

L'affaire "Stompie" confirme donc des symptômes convergents sur le fonctionnement et certains comportements de l'ANC. D'autres affaires, comme celle des révoltes, et leur répression, dans les camps d'entraînement d'Angola, sont venues aggraver le diagnostic. Certes, les difficultés actuelles de l'ANC ne s'expliquent évidemment pas par ces anecdotes. Mais l'état du mouvement de masse en 1990, quand s'ouvrit soudain la période des négociations, était en revanche lié à la manière dont il avait été dirigé dans les années 80.

Le climat du procès de Winnie Mandela a d'ailleurs aggravé cette impression. Après la disparition momentanée de témoins, les avocats ont tenté d'expliquer cette affaire par la nécessité de "protéger" (ou de mettre au pas ?) des jeunes qui étaient coutumiers de pratiques homosexuelles avec le pasteur d'une paroisse proche ! Cet étrange coup de théâtre dans le système de défense a été accompagné par des manifestations de quelques activistes de l'ANC, devant les portes du tribunal, avec des pancartes condamnant l'homosexualité... Cette fois, les retombées médiatiques ont été désastreuses et le mouvement homosexuel sud-africain a fait circuler une résolution de ferme condamnation que certaines revues de gauche ont publiée. ★

Peter Blumer

n'a les idées claires sur la tactique à suivre ou les alliances à faire. A Port Elizabeth, par exemple, un débat animé a eu lieu pour savoir s'il fallait passer des accords électoraux avec les libéraux et le Parti démocratique, bourgeois. Dans le Transvaal, Moses Mayekiso, aujourd'hui membre du Parti communiste, a désavoué le rapprochement entre les associations locales contrôlées par l'ANC et la Chambre métropolitaine centrale du Witwatersrand, structure régionale qui perpétue la ségrégation raciale dans les villes (4).

La violence dans le Reef a engendré une croissance rapide d'Inkatha dans la région de Johannesburg. Les forces de sécurité ont utilisé Inkatha pour affaiblir le mouvement populaire de masse ; Inkatha, à son tour, a utilisé leur soutien pour se

4) Weekly Mail, Johannesburg, 12 avril 1991.



construire et apparaître comme un acteur de premier plan, incontournable dans le processus de paix.

Se retrouvant au milieu d'une guerre, de nombreux travailleurs habitant les foyers qui n'appartenaient pas à Inkatha, ont été obligés de rejoindre cette organisation pour se protéger des contre-attaques faites contre ces bâtiments par les habitants des townships qui avaient fait les frais de la violence. De plus, le comportement indiscipliné de certains éléments de la jeunesse issus les plus pauvres du prolétariat, agissant au nom de telle ou telle organisation, qui ont attaqué arbitrairement des personnes parlant zoulou, a jeté les habitants des foyers dans les bras d'Inkatha.

Le développement d'Inkatha

Les conseillers municipaux ont rejoint Inkatha en masse — confrontés à d'importantes pressions des organisations dans les communautés pour qu'ils quittent leurs postes, ils ont décidé d'accepter la protection d'Inkatha. Les conseillers, avec les ressources dont ils disposent du fait de leurs postes et celles qui leur viennent des trafics illicites et de la corruption à laquelle ils participent, sont les principaux sponsors des achats et des trafics d'armes dans tout le pays.

La violence a servi à isoler les syndicats des travailleurs des foyers, et accentue les divisions et les tensions en leur sein ; cela a été manifeste au vu de la maigre assistance aux célébrations du 1er Mai dans la région de Johannesburg. A Orlando (Soweto), lors du plus grand rassemblement organisé par le COSATU et le SACP, à peine un quart du stade était plein. En rentrant chez eux après ce meeting, des travailleurs ont été attaqués, ce qui a déclenché une semaine de violences, provoquant la mort de 136 personnes.

La réponse du mouvement syndical, surtout du COSATU, à la violence et aux attaques des patrons contre ses adhérents, a été limitée par son attitude de soutien au règlement négocié.

En préparation de son IVe Congrès, prévu pour juillet 1991, une discussion a commencé chez les militants du COSATU sur le rôle que joueront les syndicats dans une Afrique du Sud post-apartheid. Alors que s'ouvrait un débat pour savoir si les dirigeants syndicaux pouvaient aussi occuper des postes de direction dans des organisations politiques, une discussion tout aussi importante s'est ouverte concernant les relations entre les syndicats et les patrons. Une école de pensée de plus en plus répandue dans la direction du COSATU, basée sur les recherches et les analyses de l'influent "groupe sur les tendances économiques", soutient que le mouvement syndical doit passer de l'"abstentionnisme militant" à la recherche d'accords avec les patrons et à la participation ouvrière.

A la base de ce nouveau mode de pensée, on trouve l'idée que la route vers le socialisme ne va pas seulement être longue, mais qu'elle passera pas la régulation de l'économie capitaliste, et non par sa destruction.

Ce nouveau "réalisme" est apparu lors du récent congrès du Syndicat national des travailleurs des mines (NUM), fort de 270 000 membres. Confronté à la perspective d'une réorganisation de l'industrie minière par le capital, qui aura comme conséquence des milliers de licenciements, le syndicat propose l'organisation d'une rencontre avec la Chambre des mines et le gouvernement pour discuter du futur de l'industrie minière. Cette rencontre devrait déboucher sur un accord conjoint pour la reconstruction de l'industrie, et serait le précurseur de l'ère de la participation ouvrière à la reconstruction de l'économie sud-africaine. Lors de son congrès, le NUM a abandonné la ligne dure sur la nationalisation des mines — politique héritée de la Charte de la liberté de l'ANC — qu'il avait adoptée il y a quatre ans, en s'appuyant sur le bilan désastreux des nationalisations excessives en Afrique et en Europe de l'Est.

Lors d'une réunion récente sur les restructurations économiques organisée par le syndicat des mécaniciens affilié au COSATU, le National Union of Metall Workers (NUMSA), l'idée de la signature d'un contrat social entre les syndicats, le gouvernement et les patrons a été débattue. Les implications d'une telle démarche ont été résumées par Karl Von Holdt, journaliste du *Bulletin du travail sud-africain* : « Si les travailleurs et les syndicats commencent à prendre des responsabilités pour [soutenir] la croissance économique et le développement, ils devront lutter pour plus de productivité et moins de grèves dans l'industrie » (5).

Depuis les manifestations unitaires pour l'assemblée constituante du 1er février 1991, il y a eu peu de mobilisations de masse, que ce soit autour de cette question ou d'une autre.

Le mouvement de masse a le tournis

La Ligue des femmes de l'ANC a appelé à une action de masse pour protester contre la violence durant la première semaine de mai ; cependant, dans la plupart des régions du pays, cela a été très peu repris. Après la date limite du 30 avril fixée par l'ANC pour la libération de tous les prisonniers politiques et le retour des exilés, et alors que les emprisonnés et les réfugiés étaient encore nombreux, la Ligue des jeunes de l'ANC a organisé des manifestations, occupé des ambassades et des bureaux du gouvernement ; certains détenus politiques ont entamé des grèves de la faim — mais ce mouvement reste très éclaté.

Une partie du problème réside dans le fait que les organisations démocratiques de masse sont en retrait depuis la levée de l'interdiction qui frappait l'ANC, le PAC et le SACP. De nombreux militants syndicaux et de quartier se consacrent maintenant à la construction des structures de l'ANC. En mars 1991, la direction de l'ANC a réussi à pousser le Front d'unité démocratique (UDF) à se dissoudre — ce front d'organisations sous son contrôle avait joué un rôle clé dans le soulèvement populaire de 1985-1987.

Les militants sont de plus en plus convaincus que la mobilisation de masse n'est plus encouragée par la direction et qu'elle est seulement subordonnée à la tactique visant à faire avancer les négociations. La perspective de reconstruire le mouvement de masse et de donner du pouvoir aux organisations de la société civile — les organisations de quartier, de jeunesse, etc. — a été abandonnée.

Il est évident que la violence a affaibli le mouvement populaire ; mais la recherche d'un accord négocié par le principal courant du mouvement populaire empêche encore plus les masses de développer une stratégie pour faire face à l'offensive de l'Etat. Le rapport de forces est de plus en plus favorable au gouvernement et aux patrons. Les prochains congrès de l'ANC et du COSATU montreront jusqu'où est allé ce processus. ★

15 mai 1991

5) SALB, mars 1991.

Le "gouvernement parallèle"

Dans cet entretien, réalisé en décembre 1990 par la revue du Parti des travailleurs (PT), *Teoria e Debate*, dont nous reproduisons de larges extraits, Luis Inacio da Silva (Lula) traite d'une série de questions qui le préoccupent. Depuis les élections présidentielles de 1989, Lula s'est consacré à la coordination du "gouvernement parallèle" mis en place par le PT. Il s'est efforcé, en même temps, de développer les relations internationales de son organisation, et a été réélu à sa présidence, en juin 1990. Le PT prépare son premier congrès (1).



Luis Inacio Da Silva (Lula). (DR).

TEORIA E DEBATE : Après un an de gouvernement de Fernando Collor, quelle est la situation au Brésil ?

nières élections législatives de 1990, nldr] (2) ?

Luis Inacio DA SILVA : La société brésilienne a découvert que la politique néo-libérale du président Collor est un échec ; contrairement aux promesses, rien n'a été résolu. L'inflation est passée de 84 % à 20 % par mois, au prix d'un coût social important en termes de chômage, de politique agraire, de salaires, de santé et d'éducation.

Il nous faut donc présenter de façon urgente une proposition alternative qui aille dans le sens de la croissance économique du Brésil, de la redistribution des richesses, et qui indemnise les travailleurs des préjudices causés par ce plan. Le PT doit prouver qu'il est possible de réduire l'inflation tout en créant des emplois, dans le cadre d'un autre modèle de développement.

Tout cela doit s'accompagner d'un sérieux travail d'organisation du mouvement populaire, car s'il se limite à la lutte institutionnelle, le PT deviendra très vulnérable. Les chances pour qu'une riposte alternative aboutisse dépendent beaucoup de nos capacités à organiser le mouvement social, et à établir des alliances politiques pour affronter le gouvernement avec ce qu'on appelle les partis progressistes.

La société dispose de nombreux mécanismes de défense. Il s'agit donc d'aller à la porte des usines et d'appeler les travailleurs à se battre ; de montrer, dans la rue, qu'il est possible de faire une autre politique, un autre modèle de développement et de société.

◆ **Votre décision de ne pas participer au Parlement fédéral, alors que vous auriez été élu, était-elle correcte [Lula n'avait voulu se présenter aux der-**

Je continue de penser que j'ai eu raison. En ce qui me concerne, pour affronter un gouvernement comme celui de Collor, il est préférable de se trouver en dehors du Congrès — qui m'aurait pris beaucoup de temps — et d'agir dans la rue, en essayant d'organiser la population. Il y a 500 élus au Congrès ; les gens ne font pas la différence entre les uns et les autres — on ne critique pas tel ou tel homme politique, mais l'ensemble de l'institution.

Je donne donc la priorité à la structuration du PT ; malgré sa percée électorale, celui-ci n'a guère fait de progrès du point de vue organisationnel. Il faut que les gens aient de nouveau confiance dans le noyau de base d'un parti qui prône une participation politique réelle de la classe ouvrière. Je compte beaucoup sur le "gouvernement parallèle" (3) ; il peut démontrer à la société qu'autre chose est possible ; et montrer les projets réels et les contradictions qui existent dans la politique officielle — or ce ne sera viable que si je m'y consacre presque entièrement.

◆ **Lors du deuxième tour des élections de 1990, à Sao Paulo, le PT a appelé à voter nul. Pourtant, de toute évidence, la majorité de l'électorat du PT, y compris une partie importante de ses membres, n'a pas appliqué**

cette consigne et a voté pour Luiz Antonio Fleury [le candidat du Parti du mouvement démocratique brésilien, PMDB, formation de l'opposition bourgeoise libérale, nldr] pour écraser Maluf [candidat du Parti démocratique social, PDS, droite, nldr].

Lorsque j'étais dirigeant syndical, les propositions de la direction n'étaient pas toujours approuvées dans les usines. Combien de fois ne suis-je pas arrivé dans une assemblée ouvrière pour m'entendre dire : « Non, nous ne voulons pas ça ! Nous voulons autre chose. » De telles réactions ne diminuaient en rien le rôle du dirigeant, bien au contraire, celui-ci sortait renforcé car il avait le courage de dire aux gens ce qu'il pensait vraiment ; il avait l'humilité de présenter une proposition sans avoir peur d'être battu.

La même chose s'est produite dans le PT. La direction et la rencontre nationale ont eu le courage de dire : « Aucun des candidats ne prend en compte les intérêts des travailleurs. Nous ne voulons donc pas assumer le risque d'appeler à voter pour untel ou untel. Nous voulons expliquer aux habitants de Sao Paulo et des autres Etats que la meilleure attitude, aujourd'hui, c'est de voter nul. » C'était une décision morale. Cependant, personne ne contrôle les votes, qui sont secrets. Mais nous pensons qu'une bonne partie des militants du PT a suivi ces consignes. Le fait que de nombreux affiliés et sympathisants aient voté pour Fleury ne remet en cause ni la conférence nationale ni la direction.

Nous avons commis une seule erreur : une semaine après le premier tour, la di-

trouve surtout des militants du PT et quelques autres personnes issues d'autres partis, ou sans affiliation (il a été impossible d'y maintenir l'ensemble des forces qui avaient participé à la campagne électorale).

Le "gouvernement parallèle" a déjà élaboré des projets d'éducation, de santé, de développement du Nord-Est, d'agriculture, sur les salaires, etc. Il cherche à être un point permanent de repère de toute l'opposition aux projets gouvernementaux et à montrer qu'une autre politique est possible. Mais la popularisation de son travail dépend beaucoup des médias — qui, évidemment, rendent très peu compte de ses projets.

1) Voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990.

2) Des élections législatives se sont tenues en octobre-novembre 1990 au Brésil. Le PT avait obtenu 10 % des voix : 35 députés fédéraux et 80 députés nationaux.

3) Après les élections présidentielles de 1989, en juillet 1990, c'est Lula lui-même qui a proposé de mettre sur pied un "gouvernement parallèle" pour continuer à rassembler les forces populaires qui avaient soutenu sa candidature et proposer une politique alternative à celle de Collor.

Il est composé de coordonnateurs de secteurs de travail — qui correspondent plus ou moins à certains ministères. On y

rection a commencé à parler publiquement du vote nul. Nous aurions dû expliquer que nous ouvririons un débat à ce sujet et proposer une consultation préalable dans le PT.

Mais le PT n'a, en aucun cas, de responsabilité vis-à-vis des candidats des autres partis. S'il n'est pas clair là-dessus, il ne parviendra jamais à faire avancer l'éducation du peuple, et il développera une politique suiviste.

Le premier congrès du PT doit aussi discuter de ce que nous entendons par démocratie. Nombreux sont ceux qui disent : « *Mon choix, à l'heure de voter, est une question personnelle. Et donc je vote pour qui je veux.* » Mais alors, à quoi sert le parti ? Je crois que la liberté individuelle se termine là où commence la volonté collective. Mais il faut avoir des garanties pour que la liberté collective soit gérée le plus démocratiquement possible, avec un maximum de débats et beaucoup de transparence.

Je pense qu'avant toute prise de décision nationale, n'importe quel membre du PT peut exprimer son avis et le défendre publiquement ; mais dès lors que le parti a voté et adopté une position, nous sommes tous obligés de la défendre.

◆ Publiquement aussi ?

Evidemment. Si je continuais à dire que, malgré la décision prise par le PT, je pense toujours que telle autre serait meilleure, cela ne servirait à rien que le parti prenne position ; ce serait une affaire individuelle. Le parti n'aurait plus aucune raison d'être. Je pense qu'il ne s'agit pas de sanctionner ceux qui ne respectent pas les décisions prises, mais qu'il faut avant tout établir une discussion avec eux, pour les former à la coexistence démocratique interne.

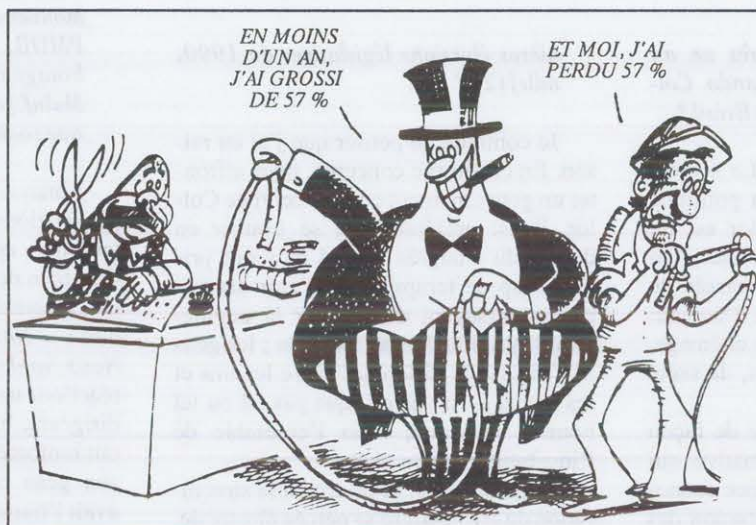
Je suis partisan, par exemple, de la tenue d'une réunion entre la direction nationale et les élus du PT pour établir une politique de relations entre l'exécutif et le parti.

◆ *Il existe un certain éloignement entre les gens qui militent dans le mouvement syndical et ceux qui sont actifs dans le PT.*

Récemment encore, la Centrale unique des travailleurs (CUT) a adopté une position contraire à celle votée par le PT, et a décidé de participer à ce qu'on appelle l'"accord national" [les discussions en vue de négociations

entre le patronat et les syndicats, ndlr]. Qu'en pensez-vous ?

Je pense qu'il y a eu des divergences à certains moments, d'autant plus que la CUT n'est pas le PT. Cette centrale est plus large que le parti ; on y trouve des camarades issus du Parti communiste du Brésil (PC do B, pro-albanais) et du Parti communiste (PCB, pro-soviétique). Nous voulons que la CUT représente la classe ouvrière brésilienne dans son ensemble. De plus en plus, il faut se donner les moyens pour que les camarades du PT, liés à la direction exécutive de la CUT puissent participer aux réunions de la direction du parti avec droit de vote, de façon à ce qu'ils portent nos propositions



dans la CUT. Ce rapport n'existe pas et nous avons du mal à l'établir — nous devons traiter clairement de ce problème au congrès du PT.

La CUT s'est rendue à une rencontre avec les patrons ; mais lorsqu'elle a essayé de faire des propositions, le caractère de farce de la réunion est clairement apparu. Le patronat veut imposer une capitulation à la classe ouvrière face au gouvernement et à la crise. La CUT a fait des critiques et élaboré un autre document, c'est important.

◆ *Vous avez fait allusion à l'importance du "gouvernement parallèle". Mais en réalité, ce projet a rencontré de nombreuses difficultés avant de se concrétiser et de prouver sa validité.*

Je suis heureux de voir que cette initiative commence à éveiller la curiosité des membres du PT. Les gens attendent beaucoup de ce "gouvernement parallèle". Mais il faut savoir que le PT traverse, comme le Brésil, une crise économique sans précédent ; toutes les semaines nous sommes obligés d'aller chercher

des prêts pour le parti. Ceci a des répercussions sur le "gouvernement parallèle" qui dispose, du coup, d'une structure très réduite — nous ne disposons que de quatre permanents et nous n'avons pas les moyens de nous occuper des différentes coordinations par thèmes. Ce "gouvernement parallèle" a été mis sur pied le 15 juillet 1990, en pleine campagne électorale.

Nous avons besoin de faire des projets pour chaque secteur et de suivre plus systématiquement la politique officielle, en devenant un contrepoids au gouvernement Collor. Vers juin 1991, le "gouvernement parallèle" sera consolidé et deviendra une alternative concrète pour la société brésilienne, une référence.

Ceux qui y participent doivent devenir de véritables agents politiques, ce sont des personnalités extraordinaires du mouvement social ou intellectuel, mais ils ne sont pas habitués à faire de la politique.

◆ *Quel est le rôle international du PT ? Depuis deux ans, vos initiatives extérieures ne cessent de se multiplier.*

Je ne suis peut-être pas le mieux placé pour parler de cela car je suis très prétentieux : je crois que le PT constitue la grande nouveau-

té politique des années 80 au niveau international. Avant de connaître certaines déviations, au début des années 80, le syndicat polonais Solidarité avait aussi constitué une première politique et éveillé une grande curiosité ; mais on ne peut pas le comparer au PT. En effet, on a rarement vu apparaître dans l'histoire politique d'un pays un parti avec les caractéristiques du PT : sa capacité à rassembler des pensées d'origine si différente, des communistes et des chrétiens, des camarades qui défendent le modèle de Cuba et d'autres qui sont partisans d'autre chose. Le PT est un grand espace politique ; il a fini par tous nous former à la coexistence démocratique. En Europe de l'Ouest, ou de l'Est, il existe une grande curiosité envers notre expérience.

Mais nous ne savons pas travailler correctement notre image vis-à-vis de l'étranger : nous devrions envoyer de façon régulière des informations sur le PT dans le monde entier, pour que les gens puissent suivre de plus près notre évolution.

Le PT avait abattu le Mur de Berlin dès 1980, à sa naissance. A l'époque,

déjà, nombreux étaient ceux qui disaient qu'il était impossible de créer un parti qui ne respecte pas le droit d'organisation syndicale, le droit de grève, le pluralisme politique, et qui ne s'efforce pas d'impliquer la société dans tout ses débats. Cette conception a permis au PT de discuter des problèmes de la gauche internationale. Malgré cela, nous conservons une certaine humilité par rapport aux partis des autres pays — c'est peut-être un reste de colonialisme...

Le fait de ne pas être lié à une internationale est aussi important ; le maintien de rapports avec des forces démocratiques de tous les continents nous donne une grande crédibilité.

Le PT ne se rend pas encore compte de l'importance d'avoir un département des relations internationales, de lui donner des moyens et de le renforcer. Plus il pèsera sur la scène internationale, et plus le PT pourra occuper un espace sans précédent dans l'histoire du Brésil.

◆ *Quelle analyse faites-vous des différents courants de la gauche latino-américaine ? Quels seront nos principaux compagnons de route ?*

Il est difficile de le prévoir, car aujourd'hui il existe des courants très hétérogènes en Amérique latine — en Argentine, par exemple, il y a treize partis de gauche ; c'est donc difficile de choisir un allié privilégié. Nous avons, par exemple, des rapports fraternels avec le Front large en Uruguay, le Front sandiniste au Nicaragua ou le Front Farabundo Martí au Salvador.

En Argentine, au Mexique ou au Venezuela, nous avons décidé d'entretenir des liens avec le plus grand nombre possible de forces de gauche. Nous sommes ainsi plus crédibles ; nous ne fermons la porte à personne et nous rendons possible une unification de la gauche et du mouvement syndical latino-américain.

◆ *Actuellement, à votre avis, quels sont les défis auxquels doit faire face la gauche sur la scène internationale ?*

La gauche est perplexe ; après la chute du Mur de Berlin et l'avènement de la perestroïka, elle réfléchit à ses erreurs. Nombreux sont ceux qui ont du mal à comprendre que le peuple [d'Europe de l'Est, ndlr] désire de réels changements. Le socialisme, dans ces pays, était devenu bureaucratique, rance ; il ne répondait ni aux défis de la modernité, ni à ceux de la productivité, ni aux questions démocratiques. Là-bas, la gauche n'a pas été capable de proposer des changements ; c'est donc la droite qui a su capitaliser et tirer

profit des modifications qui auraient pu être faites par une partie de la gauche.

Au Brésil, et en Amérique latine, l'heure est grave, car de nombreux partis étaient, en réalité, des satellites de groupes de l'Est ou du Parti communiste soviétique. La gauche doit comprendre que c'est aux masses d'élaborer leur projet de socialisme ; elle devra apprendre qu'il est impossible de créer un parti d'avant-garde si les masses ne deviennent pas elles-mêmes l'avant-garde.

◆ *Etes-vous satisfait de la victoire de Lech Walesa, en Pologne ?*

Il est difficile d'avoir une opinion sur cette question sans connaître le contexte polonais ; je ne veux pas porter un avis précipité. Néanmoins, il est très possible que Walesa n'ait plus aujourd'hui la même position de défense des aspirations et des conquêtes des travailleurs. Il est vrai que le socialisme n'existait pas en Pologne, et qu'il y avait une bureaucratie incrustée au pouvoir, mais de là à choisir l'économie de marché ou à proposer un retour au capitalisme comme solution aux problèmes de ce pays... Je crois que Walesa devrait se promener un peu, pour connaître non pas le capitalisme européen, mais celui qui existe en Afrique, en Asie ou en Amérique latine et se rendre compte qu'ici nous ne jouissons pas de la belle modernité de l'Europe, mais de la misère. Quoi qu'il en soit, Walesa est un ouvrier qui est arrivé où il est aujourd'hui ; j'espère qu'il fera preuve de sérénité et de maturité pour contribuer à améliorer la situation du peuple polonais.

◆ *En 1991, nous allons tenir le 1er Congrès du PT ; un des thèmes centraux de la discussion sera la question du socialisme et de la stratégie à mettre en œuvre pour l'atteindre.*

A mon avis, lors de ce congrès, nous devons être beaucoup plus pragmatiques que ce nous avons été jusqu'à présent, car le PT a la perspective d'arriver au pouvoir en 1994. Je pense que nous devons formuler cette "utopie" à partir de bases concrètes, et de l'accumulation de dix ans d'expérience. Il faut que nous réfléchissions à un projet de socialisme qui corresponde à notre réalité ; et donc discuter avec maturité de la manière la plus approfondie possible. Pour les différents courants du PT, le moment est venu de cesser de vouloir imposer telle ou telle vision du socialisme et de réfléchir au socialisme que veut le PT, un parti qui dirige des villes importantes (4), qui gouvernera peut-être de grands Etats et qui peut même accéder à la présidence.

Le PT doit arrêter de faire des propositions pour un avenir très lointain et présenter des solutions pour le présent. Il faut avoir cette discussion sur le socialisme avec des secteurs sociaux qui ne sont pas au PT — dans le mouvement syndical et populaire ; autrement nous n'aurons qu'un projet "avant-gardiste" ; généralement, de tels projets ne sont pas compris des masses.

Le congrès peut réaliser cette tâche et je pense qu'il constituera un événement extraordinaire qui permettra au parti une discussion très large sur des sujets importants.

◆ *Comment analysez-vous la situation actuelle du PT ?*

Pour une organisation qui a dix ans, le PT est extrêmement mûr. Cependant, nous avons encore une sorte de culture anti-alliances, anti-accords politiques, incapable de discerner les différents niveaux de discussion.

En ce qui concerne les alliances, par exemple, le PT a besoin d'y être toujours disposé ; c'est une question tactique, qui n'impose pas de transgresser les principes et en gardant comme but la prise du pouvoir.

Même si notre discours est "basiste", nous devons améliorer la participation de la base, dans les noyaux du PT ou dans les mouvements sociaux. En fait, la base a peu participé à nos décisions parce que nos organismes locaux ne fonctionnent pas bien et que de nombreux secteurs organisés de la société vivent dans une dynamique qui ne leur permet pas de participer efficacement à la vie du PT.

Nous n'avons pas encore réussi à mettre sur pied les Conseils populaires dans les mairies, alors que nous en gérons certaines depuis deux ans. Nous avons mené une campagne sur le pouvoir populaire, sur la participation, mais, jusqu'à présent cela s'est très peu concrétisé.

Comment faire participer la population ? Justement par le biais de ce conseil et de la collaboration du mouvement syndical et des instances du PT. Nous avons besoin de dépasser toutes ces contradictions et ces difficultés ; l'importance du PT ne peut pas seulement se mesurer à ses scores électoraux, elle est surtout fonction de son insertion dans le mouvement social, de sa capacité d'organisation et de sa formation politique. ★

Teoria e Debate n° 13, Février 1990

Propos recueillis par Joao Machado et Paulo Vanuchchi

2) Voir *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991.

Au bout de l'Europe

Cinq ans après son adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) et la stabilisation d'un gouvernement de droite — pour la première fois depuis la révolution antidictatoriale du 25 avril 1974 —, le Portugal est un pays profondément bouleversé. Les transformations sont surtout visibles dans le domaine économique et social ainsi qu'en termes de structures politiques.

Francisco LOUÇA



LORS de la chute de la dictature, le Portugal était caractérisé par une agriculture de quasi subsistance et largement déficitaire à l'heure d'approvisionner son marché intérieur. Son tissu industriel

basé sur les avantages qu'offrait une main-d'œuvre bon marché était très peu cohérent, et on assistait à la création et au renforcement de consortiums industriels et financiers, plus ou moins protégés de la concurrence extérieure. Il existait un secteur des services très peu développé et peu diversifié, qui répondait aux décisions stratégiques des principaux groupes financiers nationaux. Quinze ans plus tard, au moment de l'adhésion du Portugal à la CEE, ce tableau correspond toujours, dans une large mesure, à la réalité du pays — et cinq années après l'entrée du Portugal dans la CEE, de nouveaux facteurs de dépendance sont venus accentuer cette soumission du capitalisme portugais.

La politique communautaire a organisé cette dépendance en donnant au Portugal le rôle de fournisseur de main-d'œuvre bon marché et peu qualifiée, ainsi que de certaines matières premières ou de produits industriels de peu de valeur ajoutée d'origine nationale. Bruxelles a maintenu les facteurs de la crise qui frappe le Portugal depuis que l'empire colonial est entré en déclin et que la découverte du chemin maritime vers l'Europe est devenue inévitable pour le capitalisme portugais.

Cette politique a provoqué plusieurs véritables crises sociales. Un des aspects les plus significatifs de cette situation est ce qui se passe dans le domaine de l'agriculture : une bonne partie des forêts et des terres cultivables ont été remplacées par des plantations d'eucalyptus, arbre d'ori-

gine australienne qui pousse très rapidement et qui absorbe de grandes quantités d'eau, utilisé pour la production de pâte de papier qui est exportée — il s'agit d'une industrie très polluante, qui longe toute la côte portugaise. Les protestations des agriculteurs contre ce fléau ont été très peu efficaces et n'ont pas pu enrayer l'extension de la culture de l'eucalyptus, protégée par des subventions et par l'intervention policière qui a riposté aux manifestations qui s'y opposaient.

Le chômage déguisé

L'ouverture économique du Portugal à l'extérieur s'est aussi accrue ; les exportations représentent entre un tiers et un quart du total de la demande intérieure.

La fragilité de cette structure économique est mise en évidence par le fait que depuis son adhésion à la CEE, les principales exportations portugaises sont demeurées inchangées (vêtements et chaussures ; bois ; liège et papier ; machines ; peaux ; cuirs et textiles) et, en contrepartie, les trois grands domaines de dépendance se sont maintenus (équipement mécanique ; matériel de transport ; produits agro-alimentaires). Le Portugal est toujours un pays totalement dépendant en matière de biens d'équipement, de technologie, d'énergie et de produits alimentaires. Les principaux partenaires commerciaux du pays, en revanche, ont changé durant ces années : en l'espace de cinq ans, l'Etat espagnol est devenu le principal fournisseur du Portugal (les ventes ont augmenté de 183,30 %).

Toutes ces données mettent en relief le profil de la spécialisation de l'économie portugaise dans le cadre de la division internationale du travail : c'est une économie qui s'appuie de façon intensive sur l'utilisation de la main-d'œuvre dans des secteurs de maigre apport de capital et donc avec des indices de productivité bas.

En même temps, l'adhésion du pays à la CEE a facilité les marges de manœuvre des gouvernants, dans la mesure où la ba-

Trente ans pour les assassins de Ze !

Le 28 octobre 1989, José Carvalho (Ze), ouvrier et dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale) était assassiné en face du local de cette organisation, à Lisbonne, après un concert anti-militariste, par un groupe de *skinheads* (voir *Inprecor* n° 297 du 13 novembre 1989).

Le tribunal correctionnel de Lisbonne a condamné, à la fin mars 1991, quatre *skinheads*, les membres les plus en vue du commando assassin, à un total de trente ans de réclusion.

Deux autres intégrants de ce groupe fasciste ont été condamnés à un total de quatre ans de prison avec sursis ; un autre a été remis à un tribunal pour mineurs, et enfin, deux ont été acquittés.

Ainsi se conclue la première partie d'un procès très complexe, de par ses implications politiques — le caractère néonazi de ce groupe, comme sa politique d'agressions criminelles et d'attaques racistes a été souligné par les trois juges qui ont choisi de façon unanime la sentence — que par ses difficultés de procédure. Plus de dix avocats, une centaine de témoignages, un mois et demi d'audiences ininterrompues, des milliers de pages : il s'agit d'un des plus grands procès criminels du Portugal de ces dernières années et certainement le plus suivi par les médias — le principal journal du pays a annoncé en une la condamnation des assassins.

Le procès sera maintenant examiné par le tribunal suprême de Lisbonne, qui devra établir une décision finale dans les trois ou quatre prochains mois. ★

F. L.

lance des paiements a été clairement bénéficiaire grâce à l'entrée de capitaux — "fonds structurels" et aides diverses — qui sont arrivés dans le cadre du programme de "convergence structurelle" ; de telles sommes sont limitées et inefficaces dans le contexte européen, mais elles ont été plus que suffisantes pour que le pays devienne bénéficiaire au plan financier. Pendant cinq ans, le gouvernement a donc disposé de chèques en blanc pour administrer des prébendes, des promotions, des places et des promesses.

Un des effets les plus significatifs de cette politique a été ses conséquences sur la jeunesse : pendant les trois premières années de l'adhésion du Portugal à la CEE, plus de 600 000 jeunes (la population économique active totale du pays dépasse 4 millions) ont participé, chaque année, à des stages de formation, payées par la CEE, avec une allocation supérieure au salaire minimum national — les candidats pouvaient suivre simultanément

ment deux stages ou plus. Ainsi, les problèmes du système d'enseignement national — les erreurs de gestion, la mauvaise qualité du secondaire, le *numerus clausus* universitaire — ont été ajournés dans la mesure où une partie importante des étudiants s'est tournée vers des cours inutiles, mais individuellement avantageux à court terme.

Durant la même période, la transformation du paysage politique a été importante.

Crises politiques

La droite a récupéré une partie de l'influence qu'elle avait traditionnellement dans l'appareil d'Etat à l'époque de la dictature ; elle a toujours été divisée entre un courant démocrate-chrétien minoritaire, le Centre démocratique-social (CDS) et un courant soit-disant "social-démocrate", le Parti social-démocrate (PSD), qui rassemble l'essentiel du patronat le plus moderne et des jeunes technocrates, ont été les premiers bénéficiaires de ces changements, lors des élections de 1987 (1). L'équilibre s'est alors rompu, le PSD a emporté la majorité absolue et le CDS s'est retrouvé réduit à moins de 5 %, avec seulement quatre députés.

Les effets de ce changement se sont faits sentir également à gauche, à la fin du mandat normal de quatre ans du premier gouvernement de droite. Avec l'élection de Mario Soares à la présidence de la République, en 1986, le Parti socialiste (PS) a enfin eu l'occasion de renouveler son équipe de direction. La lutte interne à couteaux tirés entre des courants franchement "soaristes" et une nouvelle majorité a paralysé le PS pendant des années, ce qui était d'autant plus grave que la perspective d'un éloignement durable de ce parti du pouvoir éloignait une partie de sa clientèle traditionnelle. Vitor Constancio, élu secrétaire général, a été "démissionné" parce qu'il avait protesté contre les ingérences évidentes de Mario Soares dans la vie du parti et, notamment, sa gestion financière. Le nouveau leader du PS, Jorge Sampaio, avait, après le 25 avril et pour une courte période, dirigé une organisation d'extrême gauche, le Mouvement de la gauche socialiste (MES).

La crise la plus grave a été celle qui a frappé le Parti communiste du Portugal (PCP), suite à la perestroïka et aux réformes de Gorbatchev dans une Union soviétique toujours présentée par ce parti comme un point de repère essentiel. L'impact des dénonciations de l'ère Brejnev et le processus de désintégration du pouvoir stalinien dans les pays d'Europe de l'Est, et aujourd'hui en URSS même, ont fini par provoquer confusion et décourage-

L'Europe des inégalités

Le taux de croissance du Portugal continue à être bien plus élevé que celui des autres pays de la Communauté économique européenne (CEE) : le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,4 % en 1990. L'investissement a progressé de 8,7 % (avec plus de 60 % de capitaux étrangers), pour une valeur de 3,6 milliards de dollars. Officiellement, moins de 5 % de la population active (le Portugal compte 10,3 millions d'habitants) serait au chômage.

Mais ces chiffres ne doivent pas cacher une réalité plus sombre : l'inflation a atteint 13,4 % en 1990, soit plus du double de la moyenne de la CEE ; le gouvernement voudrait qu'elle ne dépasse pas 11 % en 1991. Entre 1989 et 1990, les importations ont augmenté beaucoup plus vite (plus 31,5 %) que les exportations (plus 25,2 %). Le déficit du budget, environ 7 % du PIB (61 millions de dollars), conduit au maintien de taux d'intérêts prohibitifs (entre 21 et 23 % pour les grandes compagnies, et entre 24 et 26 % pour les petites) qui pénalisent l'industrie, et surtout les secteurs traditionnels tels l'agriculture et le textile (les deux plus grands domaines d'activité), qui traversent la crise la plus sévère de leur histoire.

L'agriculture emploie environ 19 % de la population active mais ne compte que pour 6 % du PIB ; elle n'arrive pas à nourrir le pays qui dépend des importations pour plus de la moitié de sa consommation alimentaire.

La productivité est l'une des plus basses de la CEE et la plupart des agriculteurs ne s'en sortent que grâce à des aides de l'Etat.

La plupart des firmes portugaises ne sont pas prêtes à l'inévitable augmentation de la concurrence qui suivra le marché unique européen de 1992. La faible productivité industrielle et la mauvaise qualité des produits manufacturés portugais sont compensés par les coûts de main-d'œuvre les plus bas de la CEE, qui est le principal marché de ce pays ; mais la concurrence des pays du tiers monde est redoutable dans ce domaine. En 1992, beaucoup de petites et moyennes entreprises devront se moderniser ou fermer — et la majorité fermera sans doute ses portes.

Le système éducatif est en très mauvais état : les enseignants sont sous-payés et l'infrastructure scolaire très sommaire. L'analphabétisme, qui touche entre 15 et 20 % de la population, continue à se développer. ★

ment parmi les cadres du PCP (qui n'est pas parvenu à dresser un bilan, ni à revoir de façon critique ses prises de position comme le soutien à l'invasion de la Tchécoslovaquie, en 1968). Lors du IIe Congrès du PCP, on a assisté, pour la première fois dans l'histoire de ce parti, à l'apparition de plusieurs voix minoritaires ; mais les courants critiques ont fini par se diviser, certains de leurs dirigeants ayant connu un processus de rapprochement du PS, alors que d'autres sont restés au PC, notamment les dirigeants de la principale centrale ouvrière, la Confédération générale des travailleurs du Portugal (CGTP).

Dans ce contexte, les effets de l'offensive de la droite se sont aussi faits sentir dans le domaine social : les luttes populaires, clairement défensives, se sont faites plus rares et moins généralisées qu'auparavant ; les assemblées syndicales ont disparu pratiquement partout ; les réunions par usine sont rares et il est devenu beaucoup plus difficile d'arriver à arracher des revendications (2). Avec une montée peu significative du chômage — l'expansion économique, encouragée par les fonds de la CEE, a été réelle et a perduré durant cinq ans —, les bases qui permettaient une exploitation intensive du travail se sont consolidées (travail à la pièce pour les femmes, sous-traitance dans les grandes entreprises, et même dans certains secteurs d'Etat, travail des enfants dans le Nord), sans aucune protection syndicale.

L'apparition de phénomènes nouveaux, comme la violence raciste et l'intervention militarisée de groupes néonazis (un groupe de skin-heads assassina, en octobre 1989, un dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire — le PSR — Jose Carvalho, voir encadré en p. 20) ont aussi marqué ces dernières années.

Après la réélection de Mario Soares à la présidence de la République, en 1990, de nouvelles élections législatives sont prévues pour l'automne 1991 ; le gouvernement du PSD devra passer l'épreuve, après une certaine usure provoquée par le chaos qu'il a imposé dans l'enseignement, par ses promesses démagogiques jamais réalisées, et par la révélation de scandales et de cas de corruption, qui ont provoqué le limogeage discret de certains ministres. En même temps, et pour la première fois, les processus de transformation et de confrontation au sein de la gauche portugaise pourront être mesurés, d'où l'importance de cette compétition électorale. ★

Lisbonne
17 avril 1991

1) En 1987, la droite obtenait la majorité absolue pour la première fois depuis la chute de la dictature. Le PSD, dirigé par le Premier ministre Cavaco da Silva, arrachait à lui tout seul 50,5 % des suffrages ; le PS en obtenait 22 % et le Parti communiste passait de 15 à 12 %.

2) Les commissions de travailleurs — organismes unitaires locaux — convoquaient ces assemblées générales. Les syndicats ont repris cette forme d'organisation lors de la grève générale de 1988.

Histoire de trahisons

DANS la rhétorique fleurie du nationalisme arabe, Israël est un poignard que l'Occident a plongé au cœur du monde arabe. Cette image reflète un sens très aigu de l'injustice historique.

La création de l'Etat autonome du Koweït a également été le fruit de la politique coloniale. Au départ, il s'agissait d'une enclave découpée par les Britanniques à l'entrée du Golfe persique, afin d'empêcher que l'alliance entre l'Allemagne et l'empire ottoman, à la fin du XIX^e siècle, n'empiète sur leurs voies maritimes vers l'Inde. Quand l'empire a cessé d'être la préoccupation dominante de la politique britannique, c'est le pétrole qui est devenu la raison d'être de la nation koweïtienne.

Le déni des droits du peuple palestinien et l'accès du Koweït au rang de nation autonome sont liés dans la conscience politique arabe, et découlent de la *Pax anglo-americana*. La défense par Saddam Hussein des droits des Palestiniens a été tournée en dérision et présentée comme un effort pathétique pour détourner l'attention de son agression contre son voisin.

Ainsi, il est facile d'oublier que l'annexion du Koweït a été, elle aussi, une pensée née *a posteriori*. En fait, l'Irak a donné des signes de retrait peu après l'invasion, mais le déploiement militaire occidental en Arabie saoudite a accéléré le revirement des positions initiales de Saddam Hussein et a fait monter les enchères. Dans sa dernière prise de position sur le *linkage* [le lien entre l'invasion du Koweït et la question palestinienne, ndlr], Saddam Hussein affirmait tout à fait explicitement que la *Pax anglo-americana* au Koweït serait respectée, si la pire de ses conséquences était supprimée : le calvaire des Palestiniens. Cela a tout de suite séduit l'imagination politique arabe ; pour la première fois, depuis la perte de la

Le découpage colonial et les injustices légués par l'impérialisme britannique d'abord, américain ensuite (avec la complicité et les ingérences de nombreux pays européens) ont beaucoup pesé dans le récent conflit du Golfe.

L'article de Sukumar Muralidharan, dont nous publions de larges extraits, est paru dans la revue indienne *Economic and Political Weekly*.

Sukumar MURALIDHARAN

Palestine du fait du complot anglosioniste, un dirigeant arabe était militairement à l'offensive et cherchait à obliger l'Occident à conclure un marché politique. Voilà de quoi griser les Arabes, qui, pendant des décennies, avaient négocié avec l'Occident en position de faiblesse.

Les Arabes n'ont pas encore oublié la partition de la Palestine en 1948, et la manière dont ils ont été chassés de leurs



terres. Ils se rappellent bien comment le médiateur de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), le comte Bernadotte — qui avait demandé une révision du plan de partition et le retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres — a été assassiné par des sionistes, et comment l'ONU a à peine émis quelques murmures de protestation (1).

Les souvenirs de la lutte contre l'Occident sont profondément inscrits dans la conscience politique du peuple arabe. La

majeure partie de ce combat a eu pour objectif la défense de la Palestine.

Ironie de l'histoire, l'attaque contre l'Irak a eu lieu l'année du 50^e anniversaire de la révolte nationaliste irakienne, et les puissances dirigées par les Etats-Unis se baptisent aujourd'hui, dans

un rappel conscient de la Seconde Guerre mondiale, les "alliés". En 1941, l'Irak s'est soulevé contre la même brochette d'"alliés" ; cette rébellion avait été précipitée par la colonisation juive de la Palestine, sous la surveillance bienveillante de la Grande-Bretagne. Elle a été écrasée par l'armée des Indes britanniques ; mais elle a fourni une nouvelle arme puissante à l'arsenal idéologique de l'Occident.

Premiers soulèvements

L'instigateur principal du soulèvement était Haj Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem, qui devait ensuite rencontrer le führer allemand — et obtenir l'engagement d'un soutien de sa part — lors d'une audience privée, le 28 novembre 1941 ; les Arabes ont donc ainsi été aisément dépeints comme les héritiers naturels du programme nazi d'extermination des Juifs.

Quel que soit le jugement historique que l'on puisse porter aujourd'hui, à l'époque, certains pensaient que le libéralisme britannique et le fascisme allemand ne différaient qu'en termes d'intensité, et non de nature ; que le capitalisme ne réussissait à

maintenir une façade idéologique libérale que grâce à l'espace que conféraient à la Grande-Bretagne ses vastes possessions coloniales, par exemple ; mais qu'une fois confiné dans d'étroites frontières territoriales, comme l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, le libéralisme pouvait tout à fait sombrer dans le nationalisme revanchard incarné par les nazis.

1) Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe*, Seuil, 1968.

Du point de vue arabe, la rencontre du mufti avec le fûhrer a représenté la répétition d'un fait historique. Cette réunion avait été préparée par une correspondance entre les deux hommes, où les Allemands s'étaient engagés à reconnaître l'*« indépendance et la liberté »* du peuple arabe — c'est précisément un contrat de ce type qui avait été passé entre un dirigeant politique arabe et la Grande-Bretagne, en 1915, au moment où la première des grandes conflagrations impérialistes du siècle faisait rage. En 1918, la Grande-Bretagne victorieuse aurait pu honorer son engagement, mais elle a choisi de ne pas le faire. En 1945, l'Allemagne vaincue et divisée n'a pas pu démontrer si elle avait le même penchant à ignorer les promesses faites en temps de guerre.

Naissance du nationalisme arabe

Après les siècles passés sous le joug des Ottomans turcs, les prémisses du nationalisme arabe ont commencé à apparaître durant les premières années du XXe siècle. Bagdad, Beyrouth et Damas étaient les principaux centres des regroupements nationalistes arabes, qui plaçaient leurs espoirs dans la dynastie hachémite, représentée par Hussein, le chérif de la Mecque, et deux de ses fils, les émirs Faysal et Abdallah.

Quand les Turcs sont entrés dans la Première Guerre mondiale aux côtés des Allemands, l'axe franco-britannique a commencé à chercher le moyen de miner leur ennemi de l'intérieur, en jouant sur le sentiment nationaliste arabe. En octobre 1914, l'agent britannique au Caire, Lord Kitchener, désireux d'ouvrir un front intérieur contre les Turcs, a établi des contacts avec le chérif Hussein.

Les conseillers du chérif étaient divisés. Abdallah était favorable à une alliance avec les Britanniques, mais Faysal ne voyait guère l'intérêt d'échanger l'autorité turque contre une domination de la Grande-Bretagne ou de la France — ses contacts avec les groupes nationalistes arabes d'Irak ou de Syrie (le al-Ahad et le al-Fatah) l'avaient convaincu qu'il n'y avait guère de différences entre les Turcs et les "alliés". Selon lui, des engagements fermes en faveur de l'indépendance devaient être donnés, avant que les "alliés" reçoivent le soutien de la population arabe.

Hussein a envoyé au successeur de Kitchener au Caire, Henry Mac Mahon, un mémorandum rédigé conjointement par al-Ahad et al-Fatah (2). Il demandait, en contrepartie du soutien arabe, que les Britanniques reconnaissent l'indépendance de la Syrie, du Liban, de la Palestine,

de l'Irak, et de la péninsule arabique, à l'exception d'Aden.

La réponse de Mac Mahon fut évasive. Il était prêt à *« confirmer la volonté britannique d'une indépendance pour les pays arabes »*, mais il ne pouvait pas aller jusqu'à préciser les frontières du futur Etat arabe, ce qui, d'après lui, aurait été *« prématuré »* et aurait *« représenté une perte de temps »*, alors que les hostilités battaient leur plein sur plusieurs fronts.

Mais le chérif Hussein a insisté ; il s'agissait pas d'un "potentat oriental" traditionnel qui pouvait être berné par les flatteries et les platitudes fleuries que les Britanniques étaient accoutumés à utiliser pour les manipuler. Les *« propositions de frontières »* dont il a entretenu Mac Mahon, dans une lettre de septembre 1915, étaient *« les demandes de notre peuple »*, le *« minimum nécessaire à l'établissement du nouvel ordre pour lequel il lutte »*. En repoussant poliment les flatteries de Mac Mahon, Hussein lui a rappelé que son but était *« d'obtenir que les conditions essentielles pour notre futur soient concrètement assurées, et non des phrases et des titres ronflants »*.

Un accord ambigu

En octobre 1915, Mac Mahon s'est finalement laissé fléchir, engageant la Grande-Bretagne à reconnaître la souveraineté arabe sur toute la région mentionnée par Hussein. Il a juste demandé d'enlever les zones n'étant pas "purement arabes", telles *« les départements de Mersin et d'Alexandrette, des portions de la Syrie à l'ouest des départements de Damas, d'Homs, d'Ilaam et d'Alep »*. Un autre arrangement, relativement différent, a été conçu pour les deux vilayet (provinces) de Bagdad et Bassora, où les Britanniques étaient établis et possédaient des intérêts particuliers. Mac Mahon a aussi réaffirmé que ces engagements ne porteraient pas préjudice aux traités déjà signés entre la Grande-Bretagne et certains chefs arabes.

Malgré l'existence de passages très ambigus, le chérif Hussein a été fortement encouragé par cette lettre. Il était prêt à renoncer à la revendication arabe sur les départements à prédominance turque de Mersin et d'Alexandrette, mais il a insisté sur le fait que les vilayet d'Alep et de Beyrouth, et *« leur bordure maritime occidentale »*, étaient de *« pures provinces arabes, où l'on ne peut distinguer les musulmans des chrétiens »*. Il a aussi rejeté la suggestion d'un maintien de la souveraineté britannique sur les provinces de Bagdad et de Bassora, celles-ci faisant partie intégrante de la civilisation et de l'histoire arabes. Cependant, il a déclaré

que les régions de l'Irak méridional, occupées par les troupes britanniques, pourraient le rester *« durant un laps de temps qui devra être déterminé par des négociations »* et que les *« arrangements préliminaires avec certains chefs de ces zones devront être respectés »*.

La saga du Koweït

Certains aspects de ce contrat passé par les Britanniques avec le chérif de la Mecque ont une signification décisive pour comprendre la crise actuelle du monde arabe. A plusieurs reprises durant le XIXe siècle, la Grande-Bretagne avait conclu des traités avec les chefferies arabes d'Oman, du Qatar et de tous les autres Etats qui forment aujourd'hui les Emirats arabes unis (EAU), qui étaient cruciaux pour la sécurité du trafic maritime vers l'Est, transitant alors principalement par le canal de Suez. Situé à l'extrême embouchure du Golfe, le Koweït n'avait pas à cette époque une grande importance dans ce schéma.

En 1896, Moubarak al-Sabah conquiert la chefferie du Koweït après le meurtre de deux de ses demi-frères. Pour éviter la menace du sultan turc de Bassora qui, à l'époque, administrait juridiquement le Koweït, Moubarak a pensé qu'il était plus prudent de s'allier avec les Britanniques.

Or, entre temps, l'intérêt des Britanniques pour le Koweït avait augmenté à cause du plan d'un cartel allemand visant à faire passer le chemin de fer Berlin-Bagdad par le Golfe, pour accéder directement aux routes maritimes vers l'Est ; ce projet prévoyait que le Koweït serait un terminus ferroviaire. Les Britanniques ont donc considéré qu'un traité avec al-Sabah pourrait permettre de frustrer le concurrent allemand de son accès au Golfe.

En 1899, un traité a placé le Koweït sous la protection de la Grande-Bretagne ; des pressions diplomatiques sur le sultan turc lui ont permis d'obtenir que le Koweït devienne un *casa* (petit district) autonome de la vilayet de Bassora. Un autre traité, rédigé en 1913, voulait définir les frontières du Koweït, mais les Ottomans ont refusé de le ratifier. Lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté, la diplomatie est devenue complètement superflue.

Dans sa dernière note à Mac Mahon, Hussein engageait les Arabes à honorer les arrangements spéciaux conclus par la Grande-Bretagne aux alentours de Basso-

2) La documentation sur la correspondance entre Hussein et Mac Mahon, sur l'accord Sykes-Picot et les déclarations des "puissances alliées" est extraite des annexes du livre de George Antonius, *The Arab awakening*, Hamish Hamilton, Londres, 1938.

ra — l'on peut raisonnablement penser qu'il s'agissait du Koweït. Cependant, Hussein n'a pas parlé des traités conclus avec d'autres chefs de la région du Golfe. Les négociations entre Hussein et Mac Mahon sont donc restées incomplètes sur plusieurs points de détail, bien que les questions de principe aient été exposées avec une grande clarté.

En octobre 1915, l'émir Faysal a levé le drapeau de la révolte contre les Turcs, et a commencé à marcher sur Damas avec une armée arabe bédouine. En mai 1916, Mark Sykes, pour la Grande-Bretagne et Georges Picot, pour la France, ont signé un document secret de partition de l'empire ottoman entre les deux "alliés". A cause de ses intérêts dans le Nord de l'empire ottoman, la Russie tsariste a également été autorisée à participer à la division anticipée des dépouilles.

La grande félonie

L'accord Sykes-Picot marque un point de rupture dans les relations du monde arabe avec l'Occident. Comme exemple de duplicité coloniale, il n'a peut-être pas d'égale : en violation du contrat passé entre Mac Mahon et Hussein, il réduisait drastiquement le territoire qui devait être sous souveraineté arabe dans l'après-guerre. Ainsi, il en excluait la totalité de la péninsule arabique, le Liban, la Palestine, les provinces de Bagdad et de Bassora, et la portion de Syrie qui se trouve à l'ouest d'une ligne entre Alep et Damas. L'Etat arabe souverain devait être confiné dans un grossier quadrilatère, cerné par Alep, Aqaba, Mossoul, et les villes saintes de Kerbala et de Najaf. Même cet Etat dit autonome était divisé en deux zones, où Britanniques et Français pourraient respectivement profiter de droits exclusifs en matière de finances et d'investissements.

L'Etat arabe proposé devait être entièrement continental — hormis l'accès très limité au détroit d'Aqaba —, à peine habité et pratiquement totalement aride ; toute la côte méditerranéenne et le delta du Tigre et de l'Euphrate — zones historiquement primordiales pour les Arabes — en étaient exclus ; et les principaux foyers du sentiment nationaliste arabe — Beyrouth, Bagdad, Bassora et Damas — devaient être placés sous tutelle franco-britannique.



La côte méditerranéenne, au nord de Tyr, resterait la chasse-gardée exclusive des Français, alors que les Britanniques gardaient Bagdad et Bassora. La Palestine devait rester sous "contrôle international" — en d'autres termes, être dirigée par une clique de puissances "alliées", plutôt que par l'une d'entre elles en particulier. Les Français auraient aimé garder la Palestine, ce qui leur aurait donné le contrôle de l'ensemble de la côte orientale de la Méditerranée. Mais la Russie tsariste avait la même ambition, dissimulée derrière le prétexte religieux de protéger les lieux saints de l'Eglise orthodoxe orientale. De plus, la Grande-Bretagne s'opposait à ce que toute autre puissance européenne s'installe à proximité de la zone du canal de Suez. Etant donné ces désirs inconciliables, le "contrôle international" est apparu comme un compromis raisonnable.

Il est significatif que la prétention à l'autonomie du Koweït n'ait jamais été évoquée dans les plans secrets des puissances coloniales. Les ambitions britanniques allaient désormais jusqu'à l'occupation de la totalité du Sud de l'Irak, ce terme recouvrant également la minuscule enclave koweïtienne.

Quand les bolcheviques ont pris le pouvoir en Russie, ils ont dénoncé publiquement l'accord Sykes-Picot, au nom de leur rejet de la politique impérialiste. Le chérif Hussein en a eu vent, et s'est déclaré très déçu. Début 1918, le ministre britannique des Affaires étrangères, A. J. Balfour, a cherché à calmer les inquiétudes des Arabes en prétextant que l'accord Sykes-Picot comportait plusieurs "clauses" sur le « *consentement des populations concernées et la sauvegarde de leurs intérêts* ».

Or, rien n'était plus faux. Non seulement Sykes et Picot se moquaient éperdument des intérêts arabes mais ils cherchaient à les contourner. Que ce mensonge flagrant vienne de l'auteur du programme visant à établir un "foyer national juif en Palestine", et le fait que cette concession au sionisme ait déjà été faite au moment où l'on trompait sans relâche les nationalistes arabes, était significatif du sens que prenaient les affaires.

Se méfiant désormais des intentions franco-britanniques, l'émir Faysal jugea opportun d'accélérer sa marche vers Damas ; il atteignit la ville le 1er

octobre 1918, et fut reçu avec enthousiasme par son peuple. Il était en avance de plusieurs jours sur les troupes britanniques dirigées par le maréchal Allenby. Peu après, les Ottomans se rendirent. Le 7 novembre, la Grande-Bretagne et la France publièrent une déclaration conjointe expliquant que leur but était l'« *instauration de gouvernements et d'administrations nationales selon le libre exercice du choix des populations indigènes* » dans les territoires enlevés aux Turcs.

Durant toute l'année 1919, Faysal a parcouru les capitales européennes, cherchant à obtenir des engagements qui concrétiseraient ce principe abstrait — les Français se sont montrés ouvertement hostiles à ses propositions, alors que les Britanniques étaient mal à l'aise et tergiversaient.

Volonté populaire bafouée

Pendant ce temps, le al-Fatah et le al-Ahad s'étaient reconstitués au sein de structures populaires représentatives qui déclaraient représenter le peuple de Syrie et d'Irak. En juillet 1919, le Congrès général syrien a voté une résolution affirmant son intention d'établir une monarchie constitutionnelle en Syrie, avec Damas pour capitale ; à Bagdad, les événements ont suivi à peu près le même cours.

Les "alliés" continuaient à avoir une attitude ambiguë. Le 8 mars 1920, le Congrès général syrien proclama l'indépendance de la Syrie, avec l'émir Faysal comme roi. Le territoire couvert par l'Etat indépendant comportait l'ensemble de la Syrie, du Liban, d'Israël et de la Jordanie actuels. En même temps, à Bagdad, une assemblée similaire proclamait l'indépendance de l'Irak, et l'émir Abdallah en tant que dirigeant constitutionnel.

Les "alliés" ne voulaient ni de l'un ni de l'autre. Ils firent part de leur refus de l'action du Congrès syrien, et procédèrent à l'un de leurs infâmes complots à San Remo, en avril 1920, refusant même les concessions marginales à la souveraineté arabe prévues par l'accord Sykes-Picot. Il prévoyait de placer l'ensemble des pays arabes sous mandat, de la Méditerranée à la frontière perse. La Syrie a été divisée en trois morceaux — le Liban chrétien et la Palestine étaient découpés, et la portion restante devenait la "Syrie" tronquée que l'on connaît aujourd'hui.

La Syrie et le Liban ont été placés sous mandat français, alors que les Britanniques recevaient des mandats sur l'Irak et la Palestine — en ce qui concerne cette dernière, il s'agissait de veiller à ce que la déclaration Balfour sur le "foyer national



juif" soit appliquée avec diligence. Le mandat pour l'Irak recouvrait la totalité des provinces de Bagdad, Bassora et Mossoul — l'on ne jugea pas nécessaire de mentionner séparément le Koweït, car l'autonomie de cette minuscule enclave n'était qu'un faux prétexte que les puissances impériales ne jugeaient pas utile de maintenir entre elles.

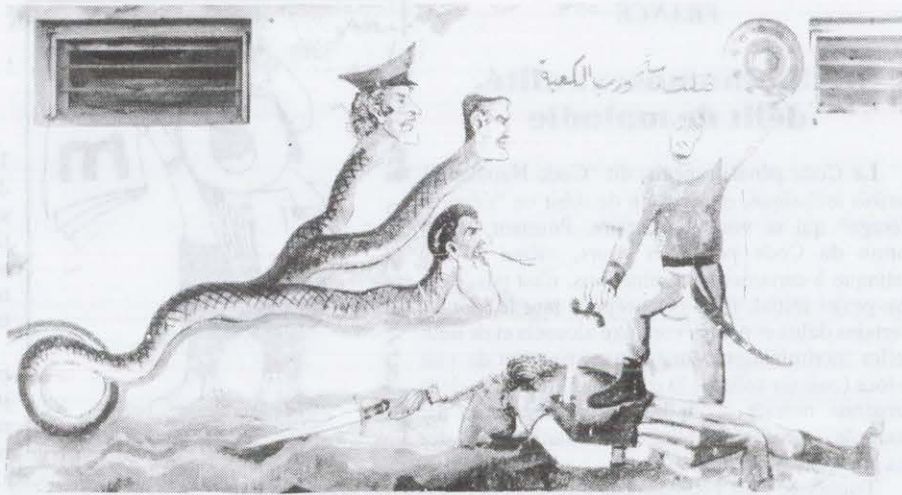
Le 14 juillet 1920, le commandement militaire français de Méditerranée orientale a lancé un ultimatum au roi Faysal de Syrie, qui venait d'accéder au trône. Cinq jours plus tard, un corps expéditionnaire français marchait sur Damas, écrasait la résistance des petites troupes arabes et prenait la ville. Faysal fut obligé de quitter Damas le 28 juillet 1920. Une insurrection se déclenchait alors en Irak ; la Palestine bouillit de rage ; l'émir Abdallah commença à mobiliser ses Bédouins pour lancer l'assaut sur Damas ; et les milices druzes syriennes commencèrent la première des campagnes de guérilla qui devaient harceler l'administration coloniale française durant les cinq ans suivants.

Environ 5 000 Irakiens sont morts durant l'insurrection, avant son écrasement en octobre 1920. La Grande-Bretagne a alors tout fait pour essayer de rétablir un semblant d'ordre civil. Faysal a été reçu à Bagdad et, après un référendum rapide, reconnu roi d'Irak. Dans le même temps, son frère Abdallah était proclamé roi de Transjordanie, avec Amman comme capitale.

Hypocrisie suprême

Les objectifs de l'accord Sykes-Picot ont été pleinement réalisés avec la création de ces Etats, tous deux pratiquement entièrement continentaux. L'Irak a eu la chance de recevoir les provinces de Bagdad et de Bassora, largement associées à la civilisation arabe médiévale. Mais quand la rive orientale du Jourdain a été transformée en Etat autonome, au nom improbable de Transjordanie, elle a été obligée de couper ses liens historiques avec la côte méditerranéenne et les villes de Damas, Beyrouth, et Jérusalem ; il ne restait qu'un Etat dont le nom reflétait une territorialité incertaine et une histoire floue, dirigé par une classe militaire bédouine, et peuplé de Palestiniens.

L'affaire de l'autonomie du Koweït est réapparue quand les frontières de l'Irak et de la Jordanie ont été définies. Le gouvernement conservateur britannique de l'époque pensait que le contrôle sur le Golfe était déterminant pour défendre l'empire en Inde, et il n'était absolument pas enclin à laisser son enclave stratégique à la merci de la monarchie à visées nationalistes de Bagdad.



Le nationalisme arabe était condamné dès sa naissance : la désintégration a été encouragée très tôt dans le monde arabe par les puissances coloniales. Des divisions arbitraires ont été imposées dans une région de grande homogénéité culturelle, causant d'immenses ruptures dans le développement de la solidarité bourgeoise. La majorité de la terre en Palestine, par exemple, appartenait à la bourgeoisie de Damas et de Beyrouth, mais la rupture des liens entre la Syrie, le Liban et la Palestine a détruit toute possibilité de développement de cette petite élite arabe. La majorité des propriétaires terriens de Palestine n'ont eu d'autre choix que de vendre les biens qu'ils possédaient. C'est dans ce vide que sont apparus les émigrants juifs.

David Ben Gourion, premier Premier ministre d'Israël, et architecte de la politique agressive de cet Etat envers ses voisins, fut l'un des pionniers du sionisme en Palestine. Il a décrit l'idéologie sous-tendant la croissance des installations juives dans les termes les plus nobles : « *Le retour des Juifs sur leur Terre était lié à leur formidable mission de faire reflourir le Moyen-Orient et d'établir une coopération amicale entre les peuples sémitiques.* » Beaucoup de conquêtes coloniales ont été justifiées de manière similaire, et la "coopération amicale" entre colonisateurs et populations soumises a toujours été un euphémisme pour désigner une relation de domination et d'exclusion mutuelle. Cela apparaissait déjà quand Ben Gourion affirmait que les immigrants juifs étaient « *indépendants en matière d'économie, de culture et de langue* » et « *capables de se défendre seuls* » (3).

Alors que la rancœur des Arabes augmentait au fur et à mesure qu'ils étaient dépossédés de leur terre, le Congrès des syndicats juifs (le Histadrut) jugeait nécessaire d'insister sur le fait que les entreprises juives devaient uniquement employer de la main-d'œuvre juive. Et, avec

les forces de défense juives, l'Hagana, Ben Gourion cherchait à persuader les Arabes que « *la présence des Juifs en Palestine n'est pas un facteur négligeable ou passager, mais quelque chose de décisif, une réalité historique* » (4).

Moins de deux décennies plus tard, alors que la Palestine avait été arrachée à son association séculaire avec Damas et Beyrouth, il a été facile pour la Commission royale britannique de dénier l'identité culturelle des Arabes palestiniens : « *Durant les douze siècles écoulés depuis la conquête arabe, la Palestine n'a, de fait, pas eu d'histoire* » (5). Et, une décennie plus tard, l'Agence juive pour la Palestine pouvait obtenir la création de l'Etat d'Israël, avec l'affirmation absurde : « *La Palestine n'est pas un pays arabe, ni historiquement, ni à l'aune des forces qui forment aujourd'hui son caractère politique et social.* » La Palestine, décapitée et divisée, a d'ailleurs été facilement présentée comme une région qui devait son renom dans l'histoire de l'humanité, uniquement « *à ses liens avec les Juifs* » (6).

En 1948, l'Etat d'Israël était proclamé dans des frontières dessinées à la hâte par un complot des grandes puissances à l'ONU. Unis dans leur opposition à Israël, les Arabes étaient divisés sur tous les autres terrains, et subirent la première de leurs grandes défaites militaires. Amers, ils refusèrent d'accepter le fait accompli impérial qui avait planté un avant-poste européen en leur cœur, tout en décidant d'attendre le moment propice pour se battre à nouveau. ★

Economic and Political Weekly
30 mars 1991

3) David Ben Gourion, *Israël : Years of Challenge*, Anthony Blond, Londres, 1964.

4) *Ibid.*

5) Agence juive pour la Palestine, *Le plan juif pour la Palestine*, Jérusalem, 1947.

6) *Ibid.*

Délit d'homosexualité, délit de maladie

Le Code pénal français, dit "Code Napoléon", parfois archaïque, est en train de subir un "dépeussierage" qui se voulait salubre. Pourtant, la réforme du Code pénal en cours, même si elle s'attaque à certaines incriminations, n'est pas, dans son projet initial, faite pour réjouir tout le monde. Certains délits et peines vont être alourdis et de nouvelles incriminations dangereuses risquent de voir le jour (comme celle de la responsabilité pénale de la personne morale — telles les associations, par exemple — avec possibilité de dissolution dans des cas graves).

Toutefois, c'est l'attitude des sénateurs qui examinent actuellement ce projet (et proposent des amendements), qui est la plus inquiétante. En effet, plusieurs discriminations, qui avaient disparu de l'arsenal judiciaire, au début du premier septennat de Mitterrand, ont été réintroduites par la droite au Sénat. Il s'agit principalement du délit d'homosexualité, du délit de maladie et du renforcement des peines pour toute femme qui « se sera pratiqué l'avortement sur elle-même ».

En réintroduisant la notion de majorité sexuelle pour les relations homosexuelles et en la considérant comme une circonstance aggravante, notamment en cas de viol, les sénateurs se posent en dignes héritiers de Pétain qui, en pénalisant l'homosexualité, avait provoqué nombre d'arrestations et de déportations, durant la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, les sénateurs ont inventé, le "délit de maladie". Dans leur très grande majorité, ils se sont prononcés pour punir toute personne avertie qui aurait, par son comportement, « provoqué la dissémination d'une maladie transmissible épidémique ». Elle pourrait ainsi être condamnée de 300 000 francs d'amende à trois ans de prison. Même si ce n'est pas dit clairement, cela vise essentiellement les porteurs du virus d'immunodéficience humaine (VIH), responsable du SIDA. Ces deux dispositions attaquent directement les homosexuels, et ont déclenché une mobilisation, pour le moment modeste, des associations homosexuelles.

L'offensive des courants conservateurs et réactionnaires, sous la pression des campagnes moralistes et fascistes, notamment du Front national (FN), même si elle n'a que peu d'espoir d'être suivie par l'Assemblée nationale, où la gauche est majoritaire, constitue tout de même une menace sérieuse pour les libertés et le principe d'égalité devant la loi. ★

TUNISIE

De drôles de méthodes "syndicales"

La direction du syndicat majoritaire, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT — voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991) a tout fait pour éviter que le 1er Mai ne soit l'occasion pour les travailleurs de se mobiliser.

Prétextant la "solidarité nationale" face à l'agression que vient de subir l'Irak, la direction de l'UGTT a accepté sans broncher de nouvelles mesures d'austérité et notamment le prélèvement obligatoire sur les salaires de cinq jours de travail pour compenser les préjudices qu'aurait subi le pays avec la guerre du Golfe.

Le traditionnel meeting de l'UGTT à la Bourse du travail avait donc été organisé pour empêcher tout type de débordement

(avec des entrées sur invitation !). Pourtant, de nombreux militants syndicaux de gauche ont bousculé le service d'ordre de l'UGTT pour pénétrer dans la salle.

Sa direction a réagi en donnant le feu vert à la police qui a interpellé onze syndicalistes, à la sortie du meeting — la majorité étaient des adhérents du courant Gauche syndicale combative, animé par l'Organisation des communistes révolutionnaires (OCR, section tunisienne de la IVe Internationale) et des maoïstes.

La direction du syndicat avait, en outre, commencé à constituer une liste de syndicalistes suspendus de leurs fonctions, mais elle a dû reculer face aux protestations diverses. ★

Correspondants



Un si joli petit pays...

Un an et demi après la votation du 26 novembre 1989 (voir *Inprecor* n° 297 du 13 novembre 1989), demandant l'abolition de l'armée, le débat général sur l'armée semble relancé : deux nouvelles initiatives vont être lancées, le 1er juin 1991, par le Parti socialiste suisse (PSS) : la première, demande l'interdiction des exportations d'armes, et la seconde une diminution des dépenses militaires.

En fait, ce n'est pas une réduction totale des dépenses militaires, mais progressive (10 % par an), jusqu'à une diminution de moitié au moins. Les économies ainsi réalisées devraient être consacrées à la réalisation d'efforts supplémentaires en matière de

politique de paix et de sécurité sociale en Suisse. La modification de la Constitution prévoit, en outre, un plan de reconversion au secteur civil des branches et régions touchées par ce processus.

Les deux modifications de la Constitution helvétique proposées, même si elles s'attaquent directement au lobby militaire, ne semblent pas totalement satisfaisantes pour une partie du mouvement pacifiste, et notamment pour le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), initiateur de la votation pour l'abolition de l'armée de 1989.

Selon Andreas Gross, membre de la coordination nationale du GSSA, « si l'on propose l'abolition de la moitié de l'armée, il faut expliquer pourquoi il serait correct de défendre l'existence de l'autre moitié ». Lors de son assemblée générale, le GSSA a majoritairement décidé de ne pas participer au comité de lancement de ces deux initiatives, tout en participant aux structures de soutien.

D'autre part, le GSSA veut engager, prochainement, une seconde initiative pour une Suisse sans armée. ★

DETTE

Campagne internationale

Dans le cadre de la campagne internationale pour l'abolition de la dette du tiers monde, lancée à Paris par l'appel de la Bastille, en juillet 1989, une nouvelle manifestation internationale est prévue à Londres le 13 juillet 1991, lors du sommet des sept pays les plus riches (G7). Un meeting aura lieu, en fin d'après-midi, à Trafalgar Square avec des députés au Parlement britannique (Bernie Grant, Dianne Abbot, Jeremy Corbyn), et des animateurs de la campagne en France et en Belgique. Un concert est prévu dans la soirée. Comme les années précédentes, plusieurs initiatives auront lieu au mois de juin, dans différents pays.

À Paris, le comité unitaire "Ça suffait comme ci" organise, le 8 juin 1991, "Six heures contre la dette", une journée de solidarité, de débats et d'actions, avec de nombreux spécialistes et personnalités, venus des quatre coins du monde : Brésil, Burkina Faso, Colombie, Argentine, Mexique, etc. Gilles Perrault, initiateur de l'appel de la Bastille, et Susan George, conseillère de l'UNESCO pour

l'Afrique, participeront à cette rencontre.

La spirale de la dette continue à enfoncer des continents entiers dans la misère. Face aux plans du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe des sept, à l'"ordre international" après la guerre du Golfe, quelles solutions, quelles luttes, quelles solidarités des peuples ? Telles seront les questions soulevées tout au long de la journée.

Plusieurs forums aborderont les questions suivantes : dette, armement et guerre ; l'Europe de 1992 et la dette du tiers monde ; les femmes du Sud face aux conséquences du sous-développement et de la dette ; les programmes d'éducation, victimes des politiques d'ajustement ; l'immigration en Europe et l'appauvrissement des pays du Sud ; dette démocratique, développement, en Afrique et au Maghreb. ★

Comité "Ça suffait comme ci"
14, rue de Nanteuil
75015-Paris

Les enfants assassinés

Le Mouvement national des enfants des rues et l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (CEBRAP) viennent de publier un livre sur les violences dont sont victimes des millions d'enfants au Brésil. Selon ce livre, cité par *Le Monde de l'Education* de mai 1991, 30 millions d'enfants brésiliens sont issus des milieux les plus pauvres du pays.

Sur 35 millions de jeunes, 7 millions vivent totalement abandonnés. Certains sont tout simplement assassinés, dans les grandes villes, notamment à Sao Paulo, Rio de Janeiro et Recife — 457

jeunes ont été ainsi tués, de mars à août 1990, dans ces grandes métropoles, dont 186 avec « *cruauté et violence* », victimes de la police, des trafiquants de drogue, des vigiles des sociétés de gardiennage ou de tueurs à gages payés par les commerçants pour « nettoyer » les quartiers.

Au début avril 1991, le président Fernando Collor a lancé un plan national de lutte contre ce type de violence. Mais s'il ne touche ni aux flics ni aux trafiquants et encore moins aux structures sociales et éducationnelles, le résultat sera nul. ★

ALGERIE

Congrès sur fond d'élections

Du 1er au 3 mai 1991, s'est tenu, à Tipaza, le premier congrès légal du Parti socialiste des travailleurs (PST). En présence de près de 700 personnes, ce congrès s'est déroulé dans un contexte politique dominé par la préparation des prochaines élections législatives du 27 juin 1991.

Il existe maintenant, en Algérie, près de 42 partis ou assimilés comme tels. Les prochaines élections seront sans doute déterminantes pour apprécier leur réelle influence.

Beaucoup d'incertitude demeure quant aux résultats de ces élections et la bataille du second tour, dans la plupart des wilayas, risque de tourner à un affrontement entre le Front de libération nationale (FLN), au pouvoir, et le Front islamique du salut (FIS), grand vainqueur des élections municipales (voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990).

Depuis les émeutes d'octobre 1988 et l'« ouverture démocratique » acceptée par le régime, le PST s'est rapidement développé. Il regroupe plusieurs centaines de militants et près de trois mille adhérents, organisés dans des structures plus souples.

Trois quart des participants au congrès avaient moins de trente ans, et l'on comptait 70 femmes déléguées. Le PST a su, en prenant la tête de nombreuses luttes, devenir la force politique d'extrême gauche la plus importante d'Algérie.

Le 1er juin s'ouvrira la campagne officielle pour les élections

législatives. Le PST sera présent dans 60 wilayas sur 541. Les conditions administratives parfois arbitraires (la limite d'âge minimum a été fixée à trente ans pour les candidats, ce qui pénalise particulièrement le PST) ne lui ont pas permis de se présenter dans 200 circonscriptions, comme il le souhaitait.

Malgré l'appel à la constitution d'un front ouvrier populaire, lancé par le PST, le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, parti communiste), a préféré ne pas se présenter (sans doute à cause de la grave crise qu'il traverse depuis son dernier congrès). Quant au Parti des travailleurs (PT, organisation lambertiste), il s'est prononcé pour un « gouvernement de salut public » avec le FLN et le FIS, et préfère présenter ses propres candidats. Le PST a néanmoins réussi à faire quelques alliances locales avec des militants du Front des forces socialistes (FFS), de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), des mouvements sociaux, des femmes et le mouvement culturel berbère.

L'absence de traditions politiques unitaires et d'alliances politiques à gauche pèsera, sans doute, fortement sur les résultats de ces élections.

D'autre part, même si les médias rendent encore relativement compte de la présence d'autres partis en dehors des grands ténors, il est possible que dès l'ouverture officielle de la campagne, les moyens financiers fassent la différence en termes d'audience. ★

MALI

Répétition générale



Au pouvoir depuis 1968, le général Moussa Traoré est tombé, le 25 mars 1991, sous la forte pression du mouvement populaire et démocratique qui secoue le Mali depuis plus d'un an. Comme tous les dictateurs, il a d'abord réprimé fortement les mobilisations populaires, faisant plus de 300 morts, en grande partie des jeunes et des enfants.

En fait, on a assisté au Mali à une « répétition générale » du processus de démocratisation en cours en Afrique depuis deux ans : « *Je ne démissionne pas. Je suis l' élu du peuple et non de la seule opposition. L'armée m'est fidèle* », tragique erreur d'appréciation d'un des derniers généraux-présidents de l'Afrique francophone ! Prononcées quelques semaines avant sa chute, ces phrases, comme l'assurance de ceux qui se considéraient jusqu'à présent intouchables, grâce à l'armée et à un système de corruption éprouvé depuis de longues années et favorisé par les anciens pays coloniaux, sont grotesques. Avant lui, Omar Bongo, président du Gabon, devant l'insurrection populaire de la faim de Port-Gentil, affirmait qu'il préférerait « *l'injustice à l'anarchie* ». Un mois plus tard, l'« anarchie » de la rue l'obligeait à se plier à ses exigences.

D'un point de vue économique, le Mali n'est pas le Gabon. Classé parmi les pays les moins avancés (PMA), le Produit national brut (PNB) par habitant est de 230 dollars ; la dette extérieure de 900 milliards de francs Cfa (1 franc Cfa équivaut à 0,02 franc français) ; et l'économie est totalement ravagée. Les salaires des fonctionnaires, notamment des enseignants, sont payés de façon irrégulière ; le salaire minimum est de 15 000 Frs Cfa, et la famine est devenue le lot d'une partie importante de la population.

Malgré la mise sous perfusion de l'économie malienne par la France, notamment pour leur permettre de payer des arriérés de salaires, l'« anarchie » sociale s'était installée à Bamako et dans les grandes villes du Sud.

Comme dans d'autres pays du tiers monde, soumis à des régimes dictatoriaux, où la formation sociale est retardataire, le mouvement ouvrier structuré reste très minoritaire. Dans la plupart des cas, les mobilisations démocratiques ont souvent été très fortes, portées essentiellement par les secteurs marginaux, très pauvres.

Laissés pour compte, de tels secteurs explosent de façon souvent violente pendant les périodes de crise et prennent pour cible ce dont ils sont exclus : la société de consommation, donnant lieu à de véritables scènes de pillages, hypocritement déplorées par les dirigeants et les médias. Selon le ministre malien du Plan et de la Coopération, Bakary Mariko, les dégâts des émeutes sont estimés à 22 milliards de Frs Cfa (440 millions de francs français) et l'outil de production a, lui aussi, été touché (il n'y a presque plus d'archives, par exemple).

Les syndicats, traditionnellement liés au parti unique au pouvoir, ont été contraints de prendre position dans ses mobilisations, après un temps d'hésitation et sous la pression populaire.

Depuis deux ans, maintenant, et sous la pression de la mobilisation populaire, se tiennent des conférences nationales de toutes les organisations et associations politiques du pays, mais qui ont peu de résultats concrets ; même s'il ne s'agit pas de les rejeter par principe. Ce serait une erreur de croire qu'elles résoudront tous les problèmes. Mais, elles permettent aussi à l'impérialisme de créer les conditions propices d'investissement et d'exploitation par la caution populaire dont elles bénéficient provisoirement. En favorisant une redistribution des cartes politiques, par l'entrée au gouvernement d'hommes nouveaux, elles sécurisent les bailleurs de fonds, créent les conditions d'émergence d'organisations de masses indépendantes, et de partis populaires. ★

Amadou Guiro
Dakar, 15 avril 1991

Explosion de colère

CETTE explosion de rage survient dans le contexte social qui est celui de toutes les grandes villes et des banlieues, où gouvernants nationaux, régionaux et locaux n'ont rien à offrir à la jeunesse en général et aux jeunes issus de l'immigration en particulier ; 22 % des habitants de ces quartiers (un enfant sur deux) vivent en dessous du seuil de pauvreté.

A Bruxelles, environ 50 % de la jeunesse est issue de l'immigration (27 % au niveau de la population globale), concentrée dans neuf des dix-neuf communes. Il existe une discrimination systématique envers ce secteur de la population qui se manifeste dans des domaines comme l'enseignement (inadapté aux besoins des jeunes immigrés, où ils entrent avec un retard dû au fait que leur culture n'est pas prise en compte) ; l'emploi (différentes petites entreprises dans les communes bruxelloises refusent d'embaucher des immigrés) ; les provocations et les humiliations exercées par des policiers (des contrôles d'identité plusieurs fois par jour, et souvent par les mêmes agents !) et sur le plan des loisirs (pas de lieu pour les enfants, à Forest ; la piscine a été transformée en dancing pour la jeunesse dorée de Bruxelles, où on refuse l'accès aux immigrés, etc.).

Le fonds de commerce de l'extrême droite

Le racisme qui règne dans la police à Bruxelles est frappant. Travaillant dans des conditions abominables, sous-payés, les policiers communaux se "défoulent" contre les jeunes immigrés, comme en témoigne un livre récemment, écrit par un ancien policier bruxellois.

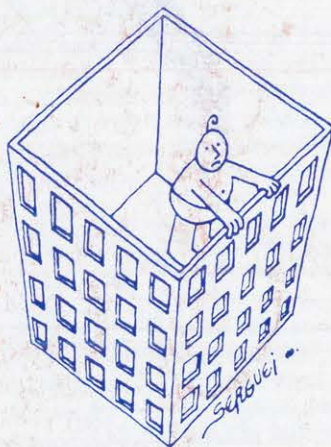
Les groupes d'extrême droite en profitent pour s'implanter dans les forces de l'ordre. Selon plusieurs témoignages d'habitants de ces quartiers, des militants fascistes auraient aidé "logistiquement" les jeunes immigrés, pour pouvoir ainsi réclamer, avec plus de force et d'"arguments" la répression contre ceux-ci et leur expulsion de Belgique.

C'est un contrôle d'identité qui a déclenché une explosion de colère et de révolte de jeunes issus de l'immigration (surtout marocains) dans la commune de Forest, une des dix-neuf communes bruxelloises, le soir du vendredi 10 mai 1991. Quelques centaines de jeunes se sont opposés aux forces de police et s'en sont pris aux symboles révoltants du luxe et du bien-être dont ils sont exclus. Dans les jours qui ont suivi le 10 mai, d'autres affrontements ont eu lieu dans d'autres communes bruxelloises comme à Saint-Gilles, Molenbeek, Saint-Josse et Schaerbeek.

Vincent SCHELTIENS

Les autorités communales n'ont jamais pris la peine d'écouter les griefs des habitants du quartier, qu'ils soient immigrés ou belges. La réponse des autorités aux récentes émeutes démontre qu'un changement d'attitude de leur part n'est pas à l'ordre du jour.

Piqué, président de la région bruxelloise (social-démocrate francophone) et



Tobback, ministre national de l'Intérieur, (social-démocrate flamand), n'ont su que proposer une augmentation des forces de l'ordre, en demandant l'embauche immédiate de soixante agents auxiliaires, et en recommandant la poursuite des contrôles d'identité. Le ministre national de la Justice, Wathélet (social-chrétien), demande qu'une procédure d'urgence soit introduite pour les actes de vandalisme — il faut savoir qu'il y aura très bientôt des élections législatives, probablement en automne, et que la fièvre électorale monte...

Les récents événements de Bruxelles témoignent de plusieurs échecs. Après

les élections législatives de 1988, le nouveau gouvernement installait un "commissariat royal pour les immigrés", présidé par Paula D'Hondt (ancienne ministre social-chrétienne). Selon ses propres mots, les rapports consécutifs qu'elle a faits ont à peine été lus par le gouvernement ; le commissariat est un organe de conseil, sans réel pouvoir de décision. La politique d'intégration pour laquelle elle se bat (et qui contient des mesures correctes dans plusieurs domaines) est largement négligée par le gouvernement, même si elle concorde avec certaines demandes du grand patronat belge, opposé à l'expulsion des immigrés pour des raisons économiques.

Des échecs douloureux

La social-démocratie a aussi échoué dans le domaine de l'immigration. A Bruxelles, où elle est majoritaire, et depuis sa rentrée dans le gouvernement national, rien n'a changé. Il y a à peine quelques mois, le président des sociaux-démocrates flamands sortait un livre intitulé *Sur les gens et les rêves* : voilà, qu'il est réveillé de son rêve par les jeunes immigrés, qui, eux, n'ont jamais eu le droit de rêver.

Il y a également un échec au niveau de la vie associative et un échec politique — la revendication du droit de vote pour les immigrés aux élections communales n'a pas été reprise par les partis dirigeants, qui, en 1982, l'avaient tous rayée de leurs programmes électoraux. L'échec concerne aussi le terrain du travail quotidien : le budget global, prévu par la région bruxelloise (salaires compris), n'est que de 350 millions de francs belges ! En revanche, on est prêt à dégager huit milliards de francs pour reconstruire les bâtiments de la Communauté européenne. ★

Bruxelles, 21 mai 1991

